

SITE DE METALEUROP NORD A NOYELLES GODAULT (62)

OBJET :
**OPERATION D'EXCAVATION ET D'EVACUATION DE SOLS
POLLUES, FOURNITURE ET MISE EN PLACE DES TERRES DE
REMPLACEMENT SUR LES TERRAINS DES PARTICULIERS SITUES
DANS LE PERIMETRE DU PIG METALEUROP DANS LE CADRE
D'UNE AUTORISATION D'URBANISME**

PIECE 3 : CAHIER DES CHARGES

1 SOMMAIRE

1	SOMMAIRE	2
1.	CONTEXTE DE L'INTERVENTION	3
1.1.	CADRE DE L'INTERVENTION DE L'ADEME	3
1.2.	HISTORIQUE DES ACTIVITES CONNUES SUR LE SITE	3
1.3.	PRESENTATION DU PROJET D'INTERET GENERAL METALEUROP ET PERIMETRE GEOGRAPHIQUE	4
2 –	PRESTATION A REALISER.....	6
2.1	OBJECTIF DE LA PRESTATION	6
2.2.	MISSION ADMINISTRATIVE PREPARATOIRE	7
2.2.1.	<i>Documents préparatoires relatifs à l'exécution du marché</i>	<i>7</i>
2.2.2.	<i>Procédures de sécurité et protection de la santé des travailleurs.....</i>	<i>8</i>
2.2.3.	<i>Démarche RSE</i>	<i>8</i>
2.2.4.	<i>Documents préparatoires spécifiques à chaque opération de remplacement de terres.....</i>	<i>9</i>
2.3.	GESTION DES DEMANDES	9
2.4.	TRAVAUX PREPARATOIRES	12
	Planning	13
	Installation du chantier	13
	<i>Aménagement des aires de stockage des terres polluées en attente d'évacuation vers le centre de traitement</i>	<i>14</i>
2.5.	REALISATION DES OPERATIONS D'EXCAVATION	14
2.6.	EVACUATION DES TERRES POLLUEES VERS L'INSTALLATION DE STOCKAGE/TRAITEMENT DES DECHETS	17
2.8.	FOURNITURE ET TRANSPORT DES TERRES DE REMPLACEMENT	19
2.9.	MISE EN PLACE DES TERRES DE REMPLACEMENT	21
2.10.	REPLI DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	22
2.11.	MOYENS HUMAINS ET ORGANISATIONNELS.....	22
3.	CONDITIONS D'INTERVENTION	23
3.1.	SUIVI DE L'INTERVENTION	23
3.2.	REUNIONS DE CHANTIER ET COMPTE-RENDU.....	23
3.3.	JOURNAL DE CHANTIER :	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.4.	DECOMPTE FINANCIER HEBDOMADAIRE.....	24
3.5.	RAPPORT FINAL D'EXECUTION	24
4.	ANNEXES	26

NB : Tout au long du cahier des charges, on distingue d'une part les éléments qui sont attendus dans l'offre (des candidats), et d'autre part les éléments qui sont attendus au cours et à l'issue de l'étude à réaliser (par le titulaire). Pour aider les candidats à établir leur proposition, les éléments attendus dans l'offre sont indiqués en caractères gras.

1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION

1.1. Cadre de l'intervention de l'ADEME

Par courrier du **23 septembre 2024** et conformément à la délibération du conseil d'administration de l'ADEME du 16 octobre 2024, l'ADEME est chargée de réaliser des travaux d'excavation et de transport des terres polluées vers le centre de stockage/traitement, la fourniture de terres végétales saines et leur mise en place. Sont concernés par ces opérations :

Les parcelles des particuliers, situées dans le périmètre défini par le PIG relatif à l'ancien site industriel Metaleurop Nord et ce pour les terres polluées au delà de 500 ppm de plomb et/ou 10 ppm de cadmium dans le cadre d'une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou déclaration préalable), conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral PIG.

La présente consultation a pour objectif de sélectionner un prestataire pour la réalisation des opérations d'excavation et de transport des terres polluées vers le(s) centre(s) de stockage/traitement (sélectionné(s) dans le cadre d'un autre marché), et de fourniture de terres végétales saines et leur mise en place sur les parcelles des particuliers, implantées sur le territoire du PIG Metaleurop, dans le cadre d'une demande d'autorisation d'occuper les sols (permis de construire ou déclaration de travaux). Les opérations de stockage/traitement des terres polluées seront pris en charge par l'entreprise sélectionnée par l'ADEME dans le cadre d'une autre consultation.

1.2. Historique des activités connues sur le site

Le site, implanté en bordure du canal de la Dêule, à 12 km de Douai, s'étend encore aujourd'hui sur une superficie de 30 ha situés sur les communes de Noyelles-Godault et Courcelles les Lens. Ce site était le seul producteur de plomb primaire en France.

L'origine de l'activité sur le site remonte à l'année 1894, avec la création par la SOCIETE FRANCAISE DES MINES DE MALFIDANO, d'une usine composée d'une fonderie de zinc et d'un petit four à plomb. Cette usine a été presque entièrement détruite lors de la première guerre mondiale. En 1920, PENARROYA a racheté le site, reconstruit, modernisé et agrandi l'usine par : une tour à plomb de chasse (1924), la fonderie de zinc (1925), une fonderie de plomb (1936), une nouvelle fonderie de zinc (1962).

En 1988, la société PENARROYA et la division des métaux non ferreux de la société allemande PREUSSAG ont fusionné pour donner naissance au groupe METALEUROP.

Cette même année, une station d'épuration des effluents a été construite, puis en 1990 le haut fourneau à zinc a été intégralement rénové.

En 1993, un nouveau système de traitement des gaz (SO₂) a été mis en œuvre à la fonderie de plomb. Un important accident, ayant entraîné 10 morts, a conduit l'entreprise à reconstruire intégralement l'atelier de raffinage zinc avec de multiples dispositifs de sécurité, de prévention et d'alerte uniques au monde.

En 1994, l'usine a été filialisée et est devenue METALEUROP NORD. En 1995, le raffinage zinc a redémarré après une complète reconstruction. Début 2002, l'usine METALEUROP NORD, qui employait environ 900 personnes, a fait face à de graves difficultés financières. Un plan social, concernant 380 personnes a été alors lancé. Le 23 janvier 2003, METALEUROP NORD a déposé le bilan auprès du Tribunal de Grande Instance de BETHUNE.

Le Tribunal de Grande Instance de Béthune, par jugement en date du 28 janvier 2003 a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de METALEUROP NORD. Maître BONDROIT et Maître ROUVROY ont été désignés en qualité d'administrateurs judiciaires.

Le Tribunal de Grande Instance de Béthune, par jugement du 10 mars 2003, a prononcé la liquidation judiciaire de METALEUROP NORD et a nommé Maîtres THEETTEN et MARTIN, liquidateurs judiciaires.

DA2024001126 - Operations d'excavation et d'évacuation de sols pollués, fourniture et mise en place des terres de remplacement sur les terrains des particuliers situés dans le périmètre du PIG dans le cadre d'une autorisation d'urbanisme
Cahier des charges- DCE ADEME

Le Tribunal de Grande Instance de Béthune, par ordonnance en date du 12 novembre 2003, a validé la cession du site de METALEUROP NORD à la Société SITA.

La Société SITA Agora, filiale à 100% de la société SITA, a commencé en septembre 2004 les opérations de démantèlement et de réhabilitation du site conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en date du 18 août 2004.

A ce jour, le site est entièrement réhabilité et reconverti. Des activités de tri et conditionnement de déchets industriels, recyclage, stockage, valorisation matière, biologique, traitement des sols et terres polluées, assainissement et maintenance industrielle y sont exercées.

1.3. Présentation du Projet d'intérêt général METALEUROP et périmètre géographique

L'usine, pendant plus d'un siècle à l'origine de rejets considérables de plomb, cadmium et zinc a entraîné une pollution des sols d'une ampleur singulière. Sous l'impulsion de l'administration, de nombreuses campagnes de mesures de concentration des métaux dans le sol ont été effectuées et ont permis le tracé de zones d'isoconcentration. Ces résultats ont fait apparaître des teneurs en plomb et cadmium nécessitant que des mesures soient prises.

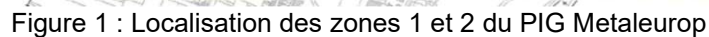
Ainsi, une procédure de Projet d'Intérêt Général (PIG) aboutissait en 1999, suite à la demande de son élaboration par la Direction de la Prévention de la Pollution et des Risques. Les oppositions à son élaboration furent fortes et l'arrêté du 20 janvier 1999 qualifiant le PIG fit l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, par les communes de Noyelles-Godault, Evin-Malmaison et Courcelles-les-Lens, ainsi que par l'association de défense de l'Evinois. Le tribunal administratif a validé les arrêtés préfectoraux et le 27 mars 2002, les dispositions du PIG ont été reprises dans le PLU des communes concernées.

Ces 30 dernières années, de nombreuses campagnes de prélèvements de sols autour de l'usine ont été réalisées (campagnes INRA de 1979, PENNAROYA de 1984 et 1986, INRA de 1980 et 1984, Programme de Recherches Concertées en 1995 et 2006, ISA de 2001 à 2003, programmes de recherche OUTRAGE/REPERAGE de 2006 à 2007 et STARTT de 2007 à 2008).

Depuis l'arrêt de l'activité de l'usine, en application de la demande du président de la République du 26 août 2008, suite aux revendications des élus locaux et à la visite de l'ancien site industriel du 21 février 2008, l'état de pollution a été vérifié, en acquérant de nouvelles données permettant de conforter ou de redéfinir le périmètre du PIG. Cette dernière campagne de mesure a été réalisée par l'ISA de Lille, sous maîtrise d'ouvrage de l'ADEME, en application de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009.

Elle a permis de confirmer le fort degré de contamination des sols aux alentours de l'ancienne usine, plusieurs années après l'arrêt de la fonderie et une évolution des contours du PIG. Cette étude a donc conduit l'Etat à prendre des mesures sanitaires tenant compte de l'évolution du zonage urbanistique à risque.

Ces mesures ont été reprises au sein d'un nouvel arrêté préfectoral projet d'intérêt général Metaleurop, dressé le 07 octobre 2015 (Annexe 1) par Madame la Préfète du Pas de Calais, reconduit le 16 janvier 2019 et le 23 juin 2022 (Annexe 2). Il permet à l'Etat de faire prévaloir, dans un Plan local d'Urbanisme, la prise en compte d'intérêts collectifs (urbains, sanitaires, économiques...) dépassant le cadre des limites territoriales d'une commune. L'objectif du PIG, institué sur les communes de Courcelles les Lens, Dourges, Evin-Malmaison, Leforest et Noyelles-Godault (soit 7200 logements) est ainsi de prévenir les risques liés à la pollution des sols par le plomb et le cadmium dans la zone de l'ancienne usine Metaleurop (Figure1).



- Principales dispositions en Zone périphérique (Z2 : 500-1000 ppm Pb ou 10-20 ppm Cd) :
 - Traitement préalable avant toute occupation du sol ;
 - Institution d'un permis de démolir ;
 - Interdiction de toute implantation nouvelle d'établissements recevant des populations sensibles.
- Principales dispositions supplémentaires en Zone centrale (Z1 : plus de 1000 ppm Pb ou 20 ppm Cd) :
 - Interdiction de constructions nouvelles à usage d'habitation hors « dents creuses » et « densification urbaine » ;
 - Interdiction de toute implantation d'ERP (établissement recevant du public) ;
 - Interdiction d'implantation d'établissements industriels et artisanaux dont l'activité concerne la production, transformation, stockage ou distribution de denrées alimentaires, transformation, stockage ou distribution de denrées alimentaires.

DA2024001126 - Opérations d'excavation et d'évacuation de sols pollués, fourniture et mise en place des terres de remplacement sur les terrains des particuliers situés dans le périmètre du PIG dans le cadre d'une autorisation d'urbanisme
Cahier des charges- DCE ADEME

2 – PRESTATION A REALISER

2.1 Objectif de la prestation

2.1.1 Périmètre de la prestation

Les prestations sont à réaliser dans le périmètre défini par l'arrêté PIG¹ du 07 octobre 2015 reconduit les 16 janvier 2019 et 23 juin 2022 sur :

- les parcelles des particuliers-propriétaires situées dans les zones 1 (teneurs en Pb et Cd supérieures à 1000 mg/kg et 20 mg/kg) et 2 (teneurs comprises entre 500 et 1000 mg/kg de Pb et 10 et 20 mg/kg de Cd) pour les communes de Dourges, Leforest, Noyelles Godault, Evvin-Malmaison et Courcelles-Les-Lens), dans le cadre d'une demande d'autorisation d'urbanisme. Le PIG impose préalablement à tout projet d'aménagement dans le cadre d'un permis de construire (nouvelles constructions ou extension d'habitation) ou d'une déclaration préalable dans cette zone, l'excavation des terrains sur une épaisseur de 0,5 m et ce sur l'ensemble de la parcelle.

L'objectif des prestations est de procéder:

- au retrait des terres polluées, sur une épaisseur pouvant aller jusqu'à 50 cm (selon les résultats d'une étude de sols de détermination de la pollution en Pb et Cd) des parcelles des particuliers-propriétaires situées dans le périmètre du PIG METALEUROP, pouvant présenter des surfaces variant de quelques dizaines à plusieurs centaines de m².
- à l'évacuation des terres polluées résultant des opérations d'excavation, vers l'installation de stockage/traitement (retenue dans le cadre d'une autre consultation), dûment autorisées au titre de la réglementation ICPE. L'évacuation et l'élimination de ces terres contaminées donneront lieu à la production de bordereaux de suivi de déchets.
- à la fourniture et au transport des terres végétales saines de remplacement.
- à la mise en place de ces terres de remplacement sur la parcelle.

Les prestations à réaliser comprennent les missions suivantes :

- La gestion des demandes des particuliers-propriétaires et les délais de prise en charge (2.2)
- Les missions préliminaires et préparatoires aux travaux (2.3)
- La réalisation des opérations d'excavation des sols pollués (2.4)
- Evacuation des terres polluées vers l'installation de stockage de déchets (2.5)
- La fourniture et le transport des terres végétales de remplacement (2.6)
- La mise en place des terres de remplacement sur la parcelle (2.7)
- Le suivi de l'intervention, tracabilité et restitution (2.8)

L'engagement pour le renouveau du bassin minier du Nord et du Pas de Calais prit par le Premier Ministre le 07 mars 2017 prévoit la prise en charge financière à 100% du cout des travaux de dépollution des parcelles dans le cadre d'une autorisation d'occuper les terrains, soumis aux prescriptions du PIG.

L'opération de stockage des terres polluées dans un centre de stockage autorisé sera assurée par une entreprise, non connue au moment de la rédaction de ce document et qui sera sélectionnée par l'ADEME dans le cadre d'une autre consultation.

2.1.2. Volume de la prestation

Le dispositif est calibré pour une quantité totale de terres polluées à gérer de **11 100 tonnes** et une quantité de terre de remplacement de **11 100 tonnes**.

Les terres polluées résulteront des opérations de décapage des sols des parcelles des particuliers-propriétaires situées dans les zones 1 (présentant des teneurs supérieures à 1000 mg/kg de Pb et/ou

¹ Lien vers la cartographie interactive de la préfecture du Pas de Calais : <https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=27ce6d9c-e5e1-4273-ae5c-79b04eb9d52b>
DA2024001126 - Opérations d'excavation et d'évacuation de sols pollués, fourniture et mise en place des terres de remplacement sur les terrains des particuliers situés dans le périmètre du PIG dans le cadre d'une autorisation d'urbanisme
Cahier des charges- DCE ADEME

20 mg/kg de Cd) et 2 (comprises entre 500 et 1000 mg/kg de Pb et 10 à 20 mg/kg de Cd) dans le cadre d'une autorisation d'urbanisme.

Les terres de remplacement seront à fournir et à mettre en place sur les parcelles décapées des particuliers-propriétaires dans le cadre d'une autorisation d'urbanisme.

Le marché sera valable de sa notification, prévue courant mars-avril 2025 jusqu'au 31 mars 2028. Les prestations de terrains débiteront à partir de la notification du marché et se termineront le 31 décembre 2027. Les éventuelles demandes formulées fin 2024/début 2025 seront couvertes par le marché et seront donc prises en charge dès sa notification.

2.1.2.2. Cas des sols des parcelles des particuliers-propriétaires situées dans les zones 1 et 2

A titre indicatif, les opérations de remplacement des terres réalisées chez les particuliers-propriétaires depuis la mise en place de la mesure sur le territoire ont conduit à la gestion d'environ :

- 7100 tonnes de terres polluées et 7800 tonnes de terres végétales de 2004 à 2011
- 4000 tonnes de terres polluées et 4000 tonnes de terres végétales 2016 à 2019
- 7600 tonnes de terres polluées et 10000 tonnes de terres végétales de 2020 à 2022
- 3002.76 tonnes de terres polluées et 1891.34 tonnes de terres végétales de 2022 à 2024

[A noter] : L'efficacité du compactage utilisé sur les terres végétales de remplacement explique la différence de quantités entre les terres excavées et les terres mises en place (notion de foisonnement). Cette technique permet de réduire le tassement des terres et de garantir l'altimétrie du terrain dans le temps.

Pour la dernière période, la différence s'explique par l'absence d'apport de terres végétales au droit des futures fondations

La prise en charge à 100% de la gestion des terres du PIG offerte par le contrat pour le renouveau du bassin minier à partir de 2018 a favorisé l'émergence des projets et le dépôt de permis de construire sur des parcelles non aménagées de taille importante (> 500m²).

Sur le plan urbanistique, le retour d'expérience basé sur les parcelles gérées de 2018 à 2022 avec une prise en charge à 100 % du cout des travaux montre que le dimensionnement du dispositif d'indemnisation, en termes de quantité était adapté et a permis de répondre à l'ensemble des sollicitations.

D'une durée de 3 ans, le dispositif 2025-2027 a été dimensionné en prenant en considération le nombre et de la taille des parcelles non aménagées situées en zone urbanisable dans le périmètre des zones 1 et 2 du PIG, du rythme d'urbanisation observé sur la période 2018-2024 sur le territoire et le nombre et la taille des parcelles gérées par l'ADEME depuis 2018.

Sur cette base, le dispositif est dimensionné pour les parcelles des particuliers-propriétaires à une quantité maximale de terres polluées à gérer de **11 100 tonnes** (soit 3700 tonne de terres /an), représentant une surface totale de **15 000 m²** maximum (soit 5 sollicitations / an , surface moyenne des terrain de 1000 m²), en considérant une profondeur d'excavation de 50 cm. **11 100 tonnes** de terres végétales seront donc à fournir et à mettre en place au niveau des parcelles des parcelles-particuliers dans le cadre d'une autorisation d'urbanisme.

2.2. Mission administrative préparatoire

2.2.1. Documents préparatoires relatifs à l'exécution du marché

Le titulaire remettra les documents préparatoires suivants à l'ADEME dans un délai de maximum 10 jours ouvrés après notification du marché :

- le **plan d'actions RSE générique** à l'ensemble des opérations
- **liste du personnel intervenant sur le chantier** avec CV et qualifications du titulaire et de ses éventuels sous-traitants (avec fourniture des DC4),

- le(s) projets de **Plan de Prévention générique à l'ensemble des interventions**(établis avant la visite d'inspection commune (VIC) et à mettre à jour éventuellement selon les remarques formulées lors de la VIC),

[A noter] : Un plan d'actions RSE et plan de prévention spécifiques à chaque opération seront à remettre avant le démarrage de chacune des opérations.

Ces documents devront être cohérents avec les éléments prévisionnels présentés dans l'offre. Toute modification devra être argumentée et justifiée par le titulaire.

- L'ADEME disposera d'un délai de **10** jours ouvrés à compter de la date de réception de l'ensemble de ces documents pour transmettre au titulaire ses commentaires et ses demandes de modifications ou de précisions.
- Le titulaire disposera d'un délai de **10** jours ouvrés à compter de la date de réception de l'ensemble de ces remarques pour mettre à jour les éléments.

⇒ En cas de retard de fourniture des documents (initiaux/provisaires et/ou mis à jour), le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard (cf. projet de marché article 6).

2.2.2. Procédures de sécurité et protection de la santé des travailleurs

Dans le cadre de ses missions de maîtrise d'ouvrage, l'ADEME est tenue de mettre en application les lois et réglementations applicables en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, à savoir :

- Les principes généraux de prévention, détaillés à l'article L.4121-2 du Code du travail ;
- Les dispositions du Décret n°92-158 du 20 février 1992 sur les prescriptions d'hygiène et sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Par ailleurs, compte tenu de l'importance de la prise en compte de la sécurité sur les sites et sols pollués, l'ADEME souhaite également suivre les dispositions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 sur la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ainsi, pour les opérations à réaliser dans le périmètre du PIG METALEUROP sur lequel la mission d'enlèvement de déchets/terres polluées n'impliquera pas de coactivité ou une coactivité accessoire par rapport aux risques chantier, une **mission de prévention-assistance** sera mise en œuvre par le chef de projet de l'ADEME qui assurera le suivi du chantier en matière de sécurité.

Un **Plan de Prévention** sera établi avant le démarrage du chantier par l'ADEME et l'entreprise titulaire et ses sous-traitants sur la base de leur analyse des risques (risques intrinsèques aux sites et à ceux inhérents à leurs missions, à leurs modalités d'intervention et aux matériels qu'ils prévoient d'utiliser). Pour cela, l'entreprise titulaire, et chacun de ses sous-traitants, devront participer à la visite d'inspection commune organisée par le chef de projet de l'ADEME avant le démarrage des travaux d'enlèvement de déchets. Ils prendront part à la rédaction du plan de prévention, en finalisant au cours de cette visite préalable, leurs analyses des risques. L'entreprise titulaire et ses sous-traitants devront respecter l'ensemble des prescriptions ainsi définies dans le cadre du Plan de Prévention.

Sous réserve des dérogations exceptionnelles prévues par les articles D. 4154-2 à D. 4154-6, il est interdit d'employer un salarié temporaire pour effectuer des travaux dangereux (exposition à certains agents chimiques dangereux) dont la liste est donnée par l'article D. 4154-1 du Code du travail. Compte-tenu de la grande diversité de substances présentes dans cette liste, si le titulaire souhaite avoir recours à ce type de main d'œuvre sans dérogation exceptionnelle, il devra intégrer que l'évolution quelquefois imprévisible du chantier est susceptible de le mettre en contradiction avec la réglementation.

2.2.3. Démarche RSE

Une fiche de suivi des actions de la démarche RSE sera spécifiquement développée pour chaque chantier. Elle précisera les impacts, les mesures et contrôles réalisés sur chaque chantier et sera évolutive, complétée et mise à jour à chaque fois que nécessaire.

L'ADEME considère la mise en œuvre de la responsabilité sociale et environnementale sur ses chantiers comme une démarche partenariale. Le titulaire sera donc conscient que des ajustements pourront se faire au démarrage du chantier sur avis et conseils de l'ADEME.

La fiche sera également révisée en cas de changement de méthode d'exécution ou d'organisation de chantier modifiant la maîtrise des impacts sociaux et environnementaux prévue dans la fiche initiale. La révision sera validée lors de la réunion de chantier hebdomadaire et la fiche mise à jour disponible sur le chantier.

2.2.4. Documents préparatoires spécifiques à chaque opération de remplacement de terres

Pour chaque opération de remplacement de terres à réaliser chez les particuliers-propriétaires, le titulaire remettra les documents préparatoires suivants spécifiques à l'ADEME dans un délai de maximum **15 jours ouvrés à compter de la date de visite de la parcelle** :

- Une **fiche de demande d'intervention** présentant : Date de la demande, mode de transmission de la demande, coordonnées du demandeur, caractéristiques de la parcelles concernées (adresse, parcelle cadastrale, accès, contraintes, travaux préalables, évaluation des volumes de terres polluées et terres de remplacement,...), vérification de la conformité de la demande, planning prévisionnel,...)
- Le **planning détaillé et précis** des opérations présentant les étapes suivantes : Réception de la demande d'intervention, Validation de la demande, Préparation technique et administrative spécifique à l'intervention (occupation des voiries,...), Validation de la période de préparation, Transmission de l'OS des Travaux, Constat d'huissier avant travaux, Installation et sécurisation du chantier, mise en place signalétique spécifique, Repérage de l'altimétrie initiale du terrain, Excavation sélective des terres polluées, Evacuation des terres polluées en filière agréée, Mise en place du grillage avertisseur, Livraison des terres de remplacement, Mise en place et compactage des terres de remplacement, Repli des équipements, Retrait de la signalisation spécifique, Réception des travaux sur site, Constat d'huissier après travaux, Rédaction du rapport d'intervention,...)
- Le plan d'implantation du chantier (zone verte, zone orange, zone rouge, la signalétique, les zones de chargements/déchargement, les zones de stockage temporaire, aire de circulation, aire de retournement des camions,...)
- Les récépissés du ou des transporteurs
- les **CAP disponibles**,
- les DICT,
- les noms, qualification de l'équipe projet et attestation de compétence
- les **récépissés des transporteurs**
- les diverses **autorisations et déclarations relatives aux opérations gestion des terres**
- le(s) **Plan de Prévention** (établis avant la visite d'inspection commune (VIC) et à mettre à jour éventuellement selon les remarques formulées lors de la VIC),

Après un avis favorable **sur les documents préparatoires spécifiques à chaque opération**, l'ADEME transmettra un **ordre de service (OS) de démarrage des travaux** au titulaire lui permettant de démarrer les travaux préparatoires au chantier (installations de chantier, l'amenée sur site de l'ensemble du matériel nécessaire pour exécuter sa mission (hygiène, sécurité, engins de chantier, matériels divers, ...) et d'engager les travaux de remplacement de terres (protection des zones, mise en place plaques de répartition, prise altimétrie, mise en place aire de stockage temporaire des terres polluées, décapage/terrassement des terres polluées,...)

Le Titulaire démarrera ces travaux préparatoires dans un délai maximum **de 5 jours ouvrés après réception de l'OS**.

⇒ En cas de retard dans le démarrage des travaux, le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard (cf. projet de marché article 6).

2.3. Gestion des demandes

Cas des particuliers-propriétaires

Un mode opératoire précisant les modalités de gestion des terres polluées et des terres de remplacement, issues du secteur PIG, a été mis en œuvre. Il précise les différentes étapes à mener afin que le particulier-propriétaire puisse bénéficier de la prise en charge financière et obtenir la déclaration de travaux et/ou le permis de construire lié à son projet. Il est présenté dans le tableau suivant :

QUOI ?	QUI ?
1.- Dépôt de la demande d'autorisation d'occupation des sols en mairie en joignant l'attestation de respect des dispositions du PIG)	<i>Particulier- propriétaire</i>
2. - Vérification de la complétude du dossier au titre du PIG et demande éventuelle de compléments	<i>Mairie</i>
3. - Examen des services sur la conformité de la demande vis-à-vis du PIG et avis écrit	<i>DREAL,ARS</i>
4. - Délivrance de l'autorisation d'occupation des sols	<i>Mairie</i>
5 - Prise de RDV avec prestataire « excavation évacuation fourniture remblaiement »	<i>Particulier- propriétaire</i>
6- Vérification de la conformité de la demande - Visite de la parcelle faisant l'objet des travaux de remplacement	<i>Prestataire « excavation évacuation fourniture remblaiement »</i>
7 - Création de la fiche demande d'intervention	<i>Prestataire « excavation évacuation fourniture remblaiement »</i>
8- Validation de la fiche d'intervention et des bordereaux d'analyse des terres de remplacement	<i>ADEME</i>
9 -Analyse densité et pack ISDI des sols en place	<i>Prestataire « excavation évacuation fourniture remblaiement »</i>
10 – Sollicitation du « prestataire stockage/traitement » pour la création de la fiche information préalable et du certificat d'acceptation préalable des terres polluées	<i>Prestataire « excavation évacuation fourniture remblaiement »</i>
11 – Sollicitation du « prestataire étude » pour la réalisation de prélèvements et d'analyse en métaux totaux sur les sols en place	<i>Prestataire « Etude »</i>
12 – Remise de la fiche information préalable et du certificat d'acceptation préalable des terres polluées au prestataire « excavation évacuation fourniture remblaiement » et à l'ADEME	<i>Prestataire stockage/traitement</i>
13 -Création BSD sous trackdéchet	<i>Prestataire « excavation évacuation fourniture remblaiement »</i>
14 - Etat des lieux avant travaux avec huissier	<i>Huissier – ADEME- particulier/propriétaire</i>
15. - Excavation du terrain	<i>Prestataire « excavation évacuation fourniture remblaiement »</i>
16. - Prise de RDV avec prestataire « stockage/traitement »	<i>Particulier- propriétaire et/ou prestataire excavation évacuation fourniture remblaiement</i>
17 – Signature du BSD	<i>ADEME</i>

18 - Amenée des terres chez prestataire « stockage/traitement »	<i>Prestataire « excavation évacuation fourniture remblaiement »</i>
19 - Pesée des terres (bon de pesée) et complétude BSD	<i>Prestataire « stockage/traitement »</i>
20 – Extraction du registre de BSD liés à l’opération et remise au particulier-propriétaire et à la mairie	<i>Prestataire « stockage/traitement » et/ou excavation évacuation fourniture remblaiement » et/ou ADEME</i>
21 - Commande de « terre végétale »	<i>Prestataire « excavation évacuation fourniture remblaiement »</i>
22 - Livraison de terre végétale au particulier-propriétaire	<i>Prestataire « excavation évacuation fourniture remblaiement »</i>
23 - Production du bon de livraison au particulier-propriétaire avec copie à l’ADEME	<i>Prestataire « excavation évacuation fourniture remblaiement »</i>
24 – Mise en place des terres de remplacement et compactage	<i>Prestataire « excavation évacuation fourniture remblaiement »</i>
25 – Vérification de la qualité des terres mises en place	<i>Prestataire « Etude »</i>
26 - Etat des lieux après travaux avec huissier	<i>Huissier – ADEME- particulier/propriétaire</i>
27 - Envoi de l’attestation de fin de travaux par le particulier au service instructeur	<i>Particulier- propriétaire</i>
28 - Règlement des prestataires «excavation, transport, stockage/traitement, fourniture, remblaiement, » sur présentation des justificatifs (factures, état récapitulatif, bons de pesée,...)	<i>ADEME</i>
29 - Envoi de l’attestation de réalisation des travaux conformément au PIG au particulier suite à sa demande	<i>ADEME</i>
30 - Envoi de la Déclaration attestant l’Achèvement et la Conformité des Travaux à la mairie	<i>Particulier- propriétaire</i>

Seuls, les propriétaires-particuliers dont les demandes d’autorisation d’occuper les terrains situés en zones 1 et 2 du PIG auront reçu un avis écrit favorable de la DREAL et/ou ARS seront concernées par les opérations de remplacement de terres et pourront bénéficier du dispositif.

Conformément à ce mode opératoire, les prestations faisant l’objet de la présente consultation s’effectueront sur présentation, aux entreprises titulaires, du document attestant de l’avis favorable formulé par la DREAL/ARS. Sans ce document, la prestation ne pourra être réalisée.

Toutes les autres demandes sont exclues du(es) marché(s) faisant l’objet de la présente consultation. L(es) entreprise(s) titulaire(s) devra(ont) s’assurer de la conformité de la demande du particulier avec le mode opératoire mis en œuvre.

Le candidat présentera dans sa proposition la façon dont il envisage gérer les demandes (de terrassement et d’évacuation des sols pollués et de fourniture et remblaiement) des particuliers-propriétaire, la prise et l’organisation des rendez vous et le contrôle de la conformité de la demande (sous critère A1).

Conformément au mode opératoire, le particulier-propriétaire sollicite le(s) prestataire(s) en précisant notamment la surface de la parcelle faisant l’objet de l’intervention, le lieu d’intervention, les conditions

d'accès du terrain et le nom du propriétaire. Le délai commence dès sollicitation par le particulier-propriétaire du prestataire excavation évacuation fourniture remblaiement.

Le titulaire vérifiera l'exactitude des informations transmises par le particulier-propriétaire lors de la visite du site, en particulier les possibilités d'accès des lieux d'intervention (accessibilité de la parcelle ou pas pour des engins de chantier avec ou sans limitation de gabarit, parcelle exempt de déchets dangereux, non dangereux, et présence de végétaux) et définira la quantité prévisionnelle de terres polluées à gérer et de remplacement à mettre en place.

A l'issue de la première visite, le titulaire remettra à l'ADEME une fiche de présentation de l'intervention présentant les justificatifs disponibles (avis favorable mairie, localisation dans PIG, numero PC ou DT), les coordonnées (tel, mail, adresse) du particulier propriétaire, l'adresse, les références cadastrales, la surface, les contraintes (végétation, accès, mitoyenneté, réseau,...) de la parcelle, ses modalités d'accès contraintes (sans/avec limitation de gabarit, accessible micorengins,...), les travaux préalables à réaliser par le particulier propriétaire,..., le planning de l'opération, les quantités prévisionnelles de terres....

Le candidat remettra sans sa proposition un exemple de fiche de présentation d'une intervention.

Le candidat présentera les moyens prévus afin de garantir le bon déroulement de la prestation : contacts avec les propriétaires, visite des lieux, définition des moyens techniques adaptés au site (accès, quantités, présence de végétaux...) (sous critère A1).

Le titulaire mettra en œuvre toutes les mesures permettant de réaliser les travaux dans des délais optimums. Pour cela, il assurera, en lien avec le particulier-propriétaire, la coordination des opérations de stockage des terres polluées avec l'entreprise sélectionnée et de la disponibilité des terres de remplacement de façon à atteindre cet objectif.

Le candidat précisera également dans son offre, le délai d'intervention à compter de la sollicitation par le particulier-propriétaire et le démarrage des opérations de terrassement et d'évacuation des terres polluées, la fourniture des terres végétales et le remblaiement de la parcelle (sous critère A1).

Le candidat précisera également dans son offre le délai entre la sollicitation par le particulier propriétaire et la réalisation de la visite de la parcelle (sous critère A1).

[A noter] : Lors de la visite de la parcelle, le délai d'intervention pourra être affiné/revu entre les différentes parties (propriétaire/ADEME/entreprise travaux).

Les délais présentés dans l'offre seront contractuels. En cas de non-respect de ceux-ci, des pénalités de retard (cf. projet de marché article 6) seront appliquées.

2.4. Travaux préparatoires

2.4.1. Missions préliminaires

Avant son intervention, le titulaire prendra connaissances des plans de réseaux de la parcelle faisant l'objet de l'intervention. Il sera chargé de repérer les réseaux aériens et les ouvrages enfouis quel qu'ils soient (fosse septique, dalle, fondation, réseaux enterrés...) de manière à éviter tout dommage.

Pour tous travaux d'affouillement à proximité de réseaux identifiés ou suspectés, le titulaire établira un marquage-piquetage au sol des réseaux enterrés préalable contradictoire avec les concessionnaires et les propriétaires / locataires dans la mesure du possible (parties privées). Les profondeurs et l'implantation de chaque réseau seront vérifiées préalablement par un sondage à la pelle à main et par les moyens de détection pertinents.

Le marquage-piquetage des réseaux identifiés et son entretien pendant la durée du chantier sont assurés par le titulaire.

Le titulaire adaptera les travaux aux divers réseaux identifiés et notamment si un réseau de classe B ou C a été identifié dans la zone de travaux (il sera en charge d'améliorer sa détection également).

Le candidat précisera dans son offre la démarche qu'il compte mettre en œuvre pour cela. Il restera responsable de la dégradation d'un ouvrage et sera de ce fait chargé de réparer tout dégât qu'il occasionnerait durant les travaux (sous critère A2).

Un état des lieux sera réalisé par un huissier en présence de l'entreprise, de l'ADEME et du propriétaire avant le début et après les travaux sur le terrain. En cas de dégradations dues aux activités du titulaire, les frais de remise en état lui incomberont. Cet état des lieux est à la charge de l'ADEME.

Le titulaire définira avec le particulier sur les interventions préalables à réaliser (à la charge du particulier) nécessaires pour assurer la bonne conduite de la prestation notamment au niveau des accès (taillage des haies, réseaux aériens, ...) et au niveau de la parcelle (enlèvement **des déchets dangereux** (amiante, ...) et **non dangereux** (gravats, déchets végétaux, souches d'arbre, morceau de dalle...)). L'état des lieux avant travaux pourra être engagé lorsque le particulier aura finalisé l'ensemble de ces interventions préalables.

En complément et avant le démarrage des opérations un plan de prévention sera établi par le maître d'ouvrage (ex en annexe 3). Il portera sur l'ensemble des opérations à réaliser. Ce document sera signé par l'entreprise avant le démarrage des interventions.

L'ouverture de l'accès au chantier ne sera effectuée que lorsque l'intervention le nécessitera et l'entreprise fera en sorte que les accès soit contrôlés afin de limiter voire interdire la présence de personnes (enfants,...).

2.4.2. Préparation, organisation et logistique du chantier

Planning

Le titulaire devra tenir son planning à jour tout au long du chantier pour permettre à l'ADEME de suivre l'exécution des opérations.

Il conviendra de tenir compte dans le planning des délais associés à la mise en signature des BSD auprès de l'ADEME (détenteur / producteur du déchet) permettant la sortie du ou des déchets du site. Il en sera de même sur la réception définitive de ces derniers par les centres concernés permettant d'obtenir les BSD définitifs pour compléter le rapport final.

Le programme des travaux tiendra compte en particulier du rythme d'acceptation des déchets par le ou les centres autorisés.

Installation du chantier

Seront à la charge du titulaire les aménagement et moyens pour la phase de préparation et d'installation du chantier, et notamment (liste non exhaustive) :

- Un panneau de chantier de dimensions 2 x 1,5 m à l'entrée du site, couleur, indiquant la nature des travaux, la décision du Ministère du 16 décembre 2022, les noms, les coordonnées et les logos du maître d'ouvrage, de l'entreprise titulaire et de leurs sous-traitants éventuels
- Des panneaux de signalisation en dur (« chantier interdit au public », etc.) et balisage (identification des zones de travail),
- Bureau équipé en mobilier et connexion internet, voire d'une salle de réunion pouvant accueillir un représentant de l'ADEME, le représentant de l'entreprise de travaux et un représentant de chacun des sous-traitants de l'entreprise de travaux. Ces locaux devront être éclairés et chauffés selon les prescriptions du Plan de Prévention,
- Installations d'accueil des salariés de l'entreprise titulaire et de ses sous-traitants (vestiaires, sanitaires, douches, zone/SAS de décontamination, etc.) en conformité avec les prescriptions du plan de prévention,
- Clôtures provisoires interdisant l'accès du public à l'ensemble du chantier avec système de fermeture (possibilité d'utiliser et d'améliorer l'existant),
- Débroussaillage des zones le nécessitant pour permettre la bonne exécution des prestations et respecter les dispositions du cahier des charges. Le débroussaillage inclut l'évacuation des végétaux coupés

- Localisation des réseaux, branchement, raccordement à l'eau potable, de distribution électrique, d'évacuation des matières usées,
- Aménagement des voies d'accès des véhicules légers et poids lourds, d'une zone de stationnement, avec éclairage éventuel,
- Aménagement des aires de conditionnement, de stockage temporaire des terres polluées en attente de chargement et des aires de chargement (mesures de prévention contre la pollution de l'air, des eaux (souterraines et superficielles) et des sols)
- Gestion des déchets générés par le titulaire sur le chantier (eaux usées, matériels souillés, combinaisons jetables, gants, etc.),
- Moyens et matériels en matière de sécurité y compris les moyens de contrôle, le matériel de premiers secours,
- Moyens de limitation des dégradations, des nuisances pour les riverains et de prévention / correction des éventuelles pollutions accidentelles ;
- Aménagement des accès aux terres polluées et aux zones de chargement,
- **Ainsi que toutes prestations, moyens et matériels que les candidats jugeront nécessaires pour atteindre les objectifs visés (sous critère A2).**

Pendant toute la durée du chantier, l'accès au site sera fermé. L'ouverture du site ne sera effectuée que lorsque l'intervention le nécessitera.

Le titulaire aura à garantir les matériaux, les installations, l'outillage et le matériel des dégradations et/ou vols qu'ils pourraient subir, notamment du fait d'intempéries ou d'effractions ;

Le titulaire devra réparer les dommages provenant des défauts de précaution, remettre en état ou remplacer à ses frais les ouvrages, bâtiments, réseaux, clôtures, voiries, ... qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf son recours éventuel contre le tiers responsable, le maître d'ouvrage, restant en toute hypothèse, complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses de ce chef.

Aucune indemnité ne sera allouée au titulaire pour les pertes, avaries ou dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, les défauts de moyens ou les fausses manœuvres.

Le titulaire devra faire contrôler par un bureau de contrôle l'ensemble des installations qui sera alimenté électriquement.

Il aura à sa charge la protection de ses installations et la mise en place d'une signalisation conforme aux prescriptions des textes en vigueur au moment de l'exécution.

Aménagement des aires de stockage des terres polluées en attente d'évacuation vers le centre de traitement

Dans le cas où les terres polluées devraient être stockées en attente de leur évacuation, elles seront stockées sur des aires distinctes. Ces aires distinctes devront être identifiées par une signalisation spécifique. Le titulaire déploiera les moyens utiles à la non-dispersion des pollutions le cas échéant (poussières, pluies ...)

2.5. Réalisation des opérations d'excavation

Préalablement à l'excavation des sols et au-delà du CAP, le titulaire réalisera des analyses des terres polluées permettant de déterminer les teneurs sur lixiviat (pack ISDI,...) et la densité des sols en place.

NB : Des analyses des teneurs totales en métaux pourront être réalisées sur sol brut à la demande de l'ADEME par le prestataire «étude» dans le cadre d'un autre marché.

Le candidat décrira dans son offre la méthodologie et le matériel qu'il envisage de mettre en œuvre pour réaliser ces analyses (sous critère A4).

Le décapage des sols de surface sera à réaliser sur une épaisseur pouvant aller jusqu'à 50 cm (selon les résultats des analyses éventuelles menées en amont à la demande et réalisé par le prestataire

« étude » sélectionné par l'ADEME), et ce sur l'intégralité de la parcelle afin de supprimer de manière définitive la pollution.

Préalablement aux opérations d'excavation, la cote du terrain naturelle d'origine sera repérée (jalons, relevés et plans topographiques, ...).

Le candidat précisera les moyens et la méthodologie qu'il envisage de mettre en œuvre pour cela (sous critère A2).

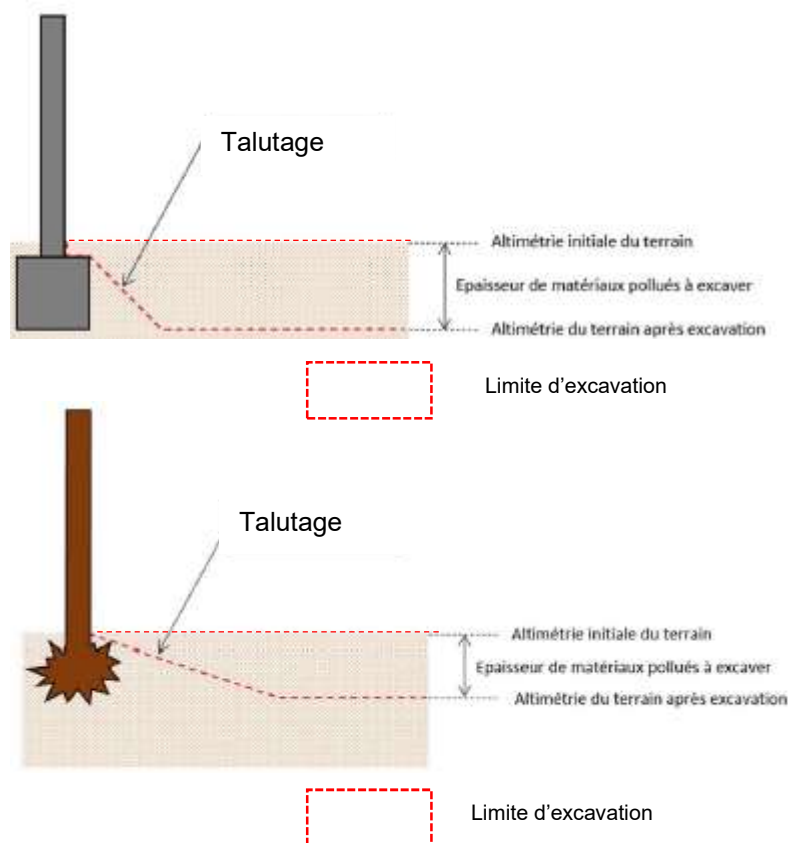
La surface des parcelles à décaisser peut varier de plusieurs dizaines de m² à plusieurs centaines de m². L'accessibilité peut également varier d'un terrain à un autre. Plusieurs types de situation peuvent être rencontrés avec trois conditions d'accès aux parcelles :

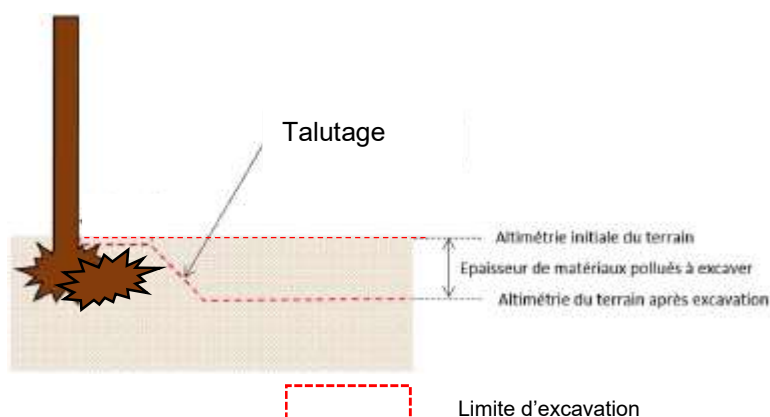
- les parcelles sont accessibles par un engin de chantier sans limitation de gabarit
- les parcelles sont accessibles par un engin de chantier avec limitation de gabarit
- les parcelles sont accessibles par des micro engins de chantier (ex : maison avec 2 mitoyennetés,...)

Le titulaire vérifiera par lui-même les possibilités d'accès des lieux d'intervention. Il fera son affaire de ces modalités (engins, camions adaptés, etc.) et des aménagements spécifiques à prévoir (mise en place de plaques de répartition, roulage...).

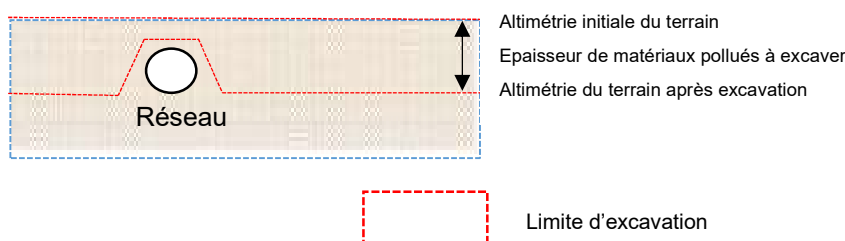
Le titulaire s'assurera notamment que le matériel qu'il envisage d'utiliser pour le décapage sera adapté à la parcelle à décaisser et en mesure d'accéder aux zones de travaux.

Les excavations seront réalisées de façon à supprimer la totalité des terres polluées au droit de la parcelle afin d'éviter leur contact tout en assurant l'intégrité et la stabilité des éléments laissés en place (construction, ouvrage, clôture, végétation, mur,...). Ainsi, un maximum de terre polluée sera retiré, y compris celle se trouvant à proximité immédiate des éléments en place (racine, plot béton enterrés, fondation,...). Dans le cas où des réseaux, fondations, ouvrages, clôtures, racines seraient présents dans les 50 cm premiers centimètres, la couche de terre présente à leur surplomb sera retirée avec si nécessaire une finalisation avec des techniques douces (pelle, bêche, pioche,...) et la réalisation d'un talutage des matériaux selon les schémas présentés ci-dessous :





En cas de plaie provoquée par les terrassements, un cicatrisant racinaire sera mis en place.



Le candidat précisera dans son offre les distances maximales d'excavation entre chaque élément (fondation, réseau, racine, plot béton clôture,...). Il précisera dans son offre les modalités d'intervention et les moyens matériel (pelle à main, bêche, pioche, micro pelle...) qu'il envisage d'utiliser aux abords de la végétation en place (arbres...), des bâtis (dont réseaux) et des clôtures permettant d'assurer la qualité de l'intervention sur le retrait des terres polluées tout en limitant le risque de désordres sur les ouvrages et les végétaux en place. L'utilisation de matériel adapté spécifique pour le retrait des terres polluées aux abords de la végétation, du bâti et des clôtures ne pourra pas faire l'objet d'une facturation supplémentaire liée à l'accessibilité de l'engin à ces zones d'intervention (sous critère A4).

Le candidat décrira dans son offre la méthodologie qu'il envisage de mettre en œuvre afin de garantir la réalisation des objectifs définis en 2.1 et le matériel qu'il envisage d'utiliser, et ce pour les 3 conditions d'accès présentées ci-dessus. Il fournira les fiches techniques des engins de chantier envisagés (sous critère A4).

Une fois excavées, les terres seront chargées directement en vue de leur évacuation (à privilégier si la configuration des lieux le permet) ou alors déposées sur une aire de stockage temporaire en attente d'évacuation prévue à cet effet. Dans ce dernier cas, l'aire de stockage devra être disposée, dans la mesure du possible, à un endroit permettant une reprise et un chargement facile, des sols pollués par un engin.

Le candidat présentera également dans sa proposition les mesures qu'il envisage de mettre en œuvre pour limiter les nuisances (envol de poussières...) susceptibles d'être générées par les opérations d'excavation (sous critère A4).

Une fois les terres excavées, le titulaire s'engage à nettoyer les terrains publics et privés et les voies de circulation qui pourraient avoir été salis (dépôt de terre, etc.) lors de l'intervention. Le titulaire s'engage également à nettoyer les voiries en cours d'intervention afin d'éviter tout risque d'accident, et plus particulièrement en période humide. Il s'engage à réparer tout dommage que son intervention pourrait avoir causé.

Le candidat précisera également dans son offre, la durée moyenne et maximale de réalisation des opérations pour une parcelle générant une quantité de terres polluées de 500 tonnes, selon les 3 conditions d'accès des terrains présentées ci-dessus (sous critère A4) en sachant qu'elles seront au maximum de :

- 15 jours pour les parcelles accessibles par des engins sans limitation de gabarit
- 30 jours pour les parcelles accessibles par des engins avec limitation de gabarit

- **60 jours pour les parcelles accessibles uniquement par des micro engins**

Le titulaire évaluera les coefficients de foisonnement des terres excavées.

2.6. Evacuation des terres polluées vers l'installation de stockage/traitement des déchets

Il s'agit de procéder au chargement dans le cas où les terres polluées auront été déposées sur une aire de stockage temporaire et à leur transport vers l'installation de stockage/traitement de déchets ou de transfert sélectionné dans le cadre d'une autre consultation publique. Dans l'attente d'une sélection du centre de traitement ou de transit, trois situations économiques sont proposées dans le cadre des décompositions des prix selon la distance entre la parcelle et le centre de stockage de déchets :

- Distance inférieure à 10 km
- Distance comprise entre 10 et 40 km
- Distance supérieure à 40 km

Le titulaire vérifiera par lui-même les possibilités d'accès des lieux d'intervention. Il fera son affaire de ces modalités (engins, camions adaptés, etc.) et des aménagements spécifiques à prévoir (mise en place de plaques de répartition, roulage...).

Le titulaire s'assurera notamment que le matériel qu'il envisage d'utiliser pour le chargement sera adapté au lieu d'intervention et en mesure d'accéder aux zones de travaux.

Le candidat présentera dans son offre les caractéristiques du matériel de transport et de chargement qu'il envisage de mettre en œuvre pour la réalisation de la prestation, selon les différentes possibilités d'accès mentionnées précédemment (sous critère A4).

Le candidat précisera quel est le niveau de réglementation européenne respectée par les camions qui seront utilisés (de EURO-1 à EURO VI). Dans le cas où les chauffeurs ont suivi une formation à la conduite rationnelle (www.energeco.org), le candidat le mentionnera (sous critère A4).

L'entreprise titulaire devra mettre en œuvre les moyens de contrôle des chargements partant de la parcelle excavée vers l'installation de stockage des terres polluées.

Une vérification de la conformité du poids du chargement sera réalisée. **Les candidats devront préciser les dispositifs qu'ils comptent mettre en place pour cela (sous critère A4).**

Un bon de pesée sera établi pour chaque chargement. Le remplissage et la signature de ces documents sont à la charge de l'entreprise.

La traçabilité des déchets dangereux (y compris amiante, DASRI et gaz fluorés) et des Déchets Non Dangereux inertes ou non inertes sera dématérialisée via la plateforme Trackdéchets.

Le titulaire devra obligatoirement utiliser la plateforme Trackdechets pour assurer la traçabilité de tous les déchets sortis du site. Il aura la responsabilité de la création de l'ensemble des BSD et de la bonne complétude de ces derniers permettant ainsi de les présenter à l'ADEME pour signature.

Pour ce faire, la méthodologie à appliquer sera la suivante :

- L'ADEME sera déclarée en tant que « Producteur / Détenteur du déchets » en cadre 1 en renseignant les indications suivantes :
 - Le numéro de SIRET de l'ADEME : 38529030900454 ;
 - Le nom de l'agence rattachée au SIRET : ADEME ANGERS (49) ;
 - Le nom de la personne responsable : Bertrand GIRONDELOT et Christophe BOGAERT
 - Le mail suivant : bertrand.girondelot@ademe.fr et christophe.bogaert@ademe.fr
- Particularités pour les BSDD : à préciser au sein de l'onglet associé à la description « émetteur du déchet » :

- La case « Autre détenteur » sera cochée ;
- Généralités (BSDA ou BSDD) : à préciser au sein de l'onglet associé à la description « émetteur du déchet » :
 - Une adresse de chantier ou de collecte sera précisée, elle fera référence au site – METALEUROP / Adresse / Commune (code postal) de la parcelle faisant l'objet des travaux ;
 - La décision ministérielle du **23 septembre 2024** régissant les présentes opérations sera également rappelée via l'encart « informations complémentaires » selon la trame suivante : en application de la décision du Ministère du **23 septembre 2024** relative à la gestion des terres du PIG METALEUROP des particuliers
- L'entreprise titulaire du marché se déclarera en tant que :
 - « Courtier / Négociant » si l'entreprise s'est déclarée préalablement en préfecture. Par conséquent, le récépissé valide associé à cette déclaration sera à fournir à l'ADEME en phase préparatoire ;
 - Ou à défaut, comme « Intermédiaire ».

Un formalisme particulier sera appliqué quant au référencement des BSD produits. Cela sera précisé au sein de l'onglet « émetteur du déchet » dans l'encart réservé « Autre Numéro Libre » :

- Le Formalisme appliqué sera le suivant : METALEUROP / Commune (N° département) / N°X (incrémentation des BSD).

La signature dissociée a été retenue par l'ADEME, cela implique une anticipation de la part du titulaire permettant de présenter chaque BSD en signature auprès de l'ADEME au minimum 3 jours ouvrés avant la date de sortie du déchet du site. Le titulaire se chargera d'informer le Chef de Projet ADEME en charge du site ainsi que le Coordinateur Territorial ADEME via la communication d'un mail d'alerte informant de la mise à disposition pour signature d'un ou de plusieurs BSD sur la plateforme.

- Contacts pour la présente opération :
 - Chefs de projet ADEME : Mail : bertrand.girondelot@ademe.fr et christophe.bogaert@ademe.fr Tel : - 06 76 44 71 11 et 06 30 06 50 67
 - Coordinateur Territorial ADEME (à solliciter en cas d'absence du Chef de projet ADEME) : Mail : antoine.billard@ademe.fr / Tel : - 06 07 01 10 62

Remarque : Ce même délai s'applique pour toute sollicitation liée à un besoin de modification du BSD par le « Producteur / Détenteur du déchet » après signature ou suite à sa révision.

Cela signifie que l'ensemble des pièces permettant de s'assurer de la véracité des éléments renseignés ait été préalablement diffusé à l'ADEME, à savoir :

- L'Arrêté Préfectoral régissant l'activité de l'exutoire ;
- Le Certificat d'Acceptation associé au déchet à évacuer ;
- Le récépissé associé à la déclaration du titulaire en tant que « Courtier / Négociant » en cours de validité ;
- Le récépissé de transport des terres polluées du transporteur déclaré en cours de validité.

Les conditions de transport des déchets devront être conformes aux réglementations en vigueur et en particulier à celle sur le transport des matières dangereuses (déclaration en Préfecture, arrêté ADR...).

- ⇒ En cas de retard de transmission des CAP et des récépissés, le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard (cf. projet de marché article 6).
- ⇒ En cas de retard de transmission dans la soumission des BSD pour signature par l'ADEME sur la Plateforme Trackdéchets, le titulaire en assumera les potentielles conséquences (rendez-vous filière(s), impacts sur le(s) transporteur(s), impact(s) sur les délais chantier, etc...).

Le candidat présentera également les mesures qu'il envisage mettre en œuvre pour limiter les nuisances en particulier les envois de particules contaminées durant le chargement et le transport des terres polluées (sous critère A4).

Une fois les terres évacuées, le titulaire s'engage à nettoyer les terrains publics et privés et les voies de circulation qui pourraient avoir été salis (dépôt de terres, de poussières, etc...) lors de l'intervention. Il s'engage à réparer tout dommage que son intervention pourrait avoir causé.

Le candidat précisera également dans son offre, la durée de réalisation des opérations pour une parcelle générant une quantité de terres polluées de 500 tonnes, selon les 3 modalités d'accès des parcelles présentées ci-dessus (sous critère A4).

2.7. Mise en place d'un grillage avertisseur

Une fois les sols de la parcelle ou de l'aire récréative excavée sur une profondeur de 50 cm maximum, un grillage avertisseur visant à conserver la mémoire des opérations réalisées sera mis en place en fond de fouille sur la totalité de la surface.

Le candidat précisera dans son offre les caractéristiques du grillage avertisseur qu'il envisage d'utiliser et la méthodologie qu'il envisage de mettre en œuvre pour sa mise en place en fond de fouille de la parcelle excavée (sous critère A4).

2.8. Fourniture et transport des terres de remplacement

2.8.1. Caractéristiques des terres de remplacement

Les terres fournies respecteront les critères de qualité définis ci-après :

- Elles répondront aux caractéristiques des terres végétales régionales
- Elles ne dépasseront pas les valeurs limites suivantes exprimées en mg/kg de sol sec :
 - Pb : 90 ppm
 - Cd : 1.5 ppm
 - Zn : 250 ppm
 - Cr : 120 ppm avec une absence en chrome VI
 - Hg : 2 ppm avec absence de mercure élémentaire pur
 - Ni : 130 ppm
 - Cu : 62 ppm
- Elles seront exemptes de tous déchets (verre, bois, gravats, ferrailles, plastiques, engins pyrotechniques, etc.), d'éléments grossiers caractérisés par une granulométrie supérieure à 2 cm et d'odeur
- Elles seront dépourvues de BTEX, COHV, PCB, phénols, solvants polaires
- Elles ne dépasseront une teneur de 4 ng/kg I-TEQ OMS 2005 de sol sec en dioxines et furannes, en prenant la moitié de la limite de quantification pour les substances dont les concentrations en sont inférieures.
- Elles ne dépasseront une teneur de 8.15 mg/kg de sol sec en HAP (somme des 16 substances) et avec une teneur inférieure à 0,75 mg/kg de sol sec pour le benzo[a]pyrène, qui est la vibrissée du fond géochimique urbain selon le rapport de l'ADEME de novembre 2018.
- Elles ne dépasseront une teneur de 69.5 mg/kg de sol sec en HCT C10-40 du guide ADEME 2018 de détermination des valeurs de fonds dans les sols (échelle d'un site et échelle d'un territoire).
- Elles présenteront une teneur en matière organique comprise entre 3 et 15% et un pH compris entre 7 et 8.2
- La granulométrie supérieure à 2 mm des terres livrées ne représentera pas plus de 10 % du poids

Le candidat fournira dans son offre un bulletin d'analyse des terres qu'il envisage d'utiliser pour la prestation. Ce bulletin présentera à minima l'ensemble des critères définis ci-dessus, c'est à dire les caractéristiques agronomiques (teneurs en matière organique) et physico-chimiques (pH, densité et teneurs en Pb, Cd, Zn, Cr, Hg, Ni, Cu, BTEX (5 composés), COHV (19 composés), HCT (C10-C40), HAP (16 composés), PCB (7 congénères) et dioxines et furannes. Pour chaque lot de terre de remplacement retenu (même provenance), le candidat fournira avant le démarrage d'un chantier d'excavation le rapport d'analyse avec à minima une analyse pour 250 tonnes. Il

attestera ainsi de la capacité de ses terres à satisfaire à un usage résidentiel (plantations diverses, potager, verger, pelouse, etc.) (sous critère A3).

Le candidat devra préciser dans sa proposition, la provenance des terres, ainsi que les caractéristiques du site d'approvisionnement dont elles proviendront (historique, usage, dimension, localisation...) (sous critère A3).

Le choix du site d'approvisionnement en terre retenu sera argumenté dans l'offre des candidats.

Une fiche de présentation du ou des sites d'approvisionnement en terres de végétales présentant sa localisation, son environnement, ses caractéristiques, son historique, le projet à l'origine du gisement sera fournie. Elle présentera également les résultats d'analyses des prélèvements sous formes de tableau avec comparaison avec les valeurs définies dans le cadre du marché pour l'ensemble des paramètres. Les bulletins d'analyse du laboratoire y seront annexés.

Le candidat fournira dans sa proposition un exemple de fiches de présentation d'un site d'approvisionnement en terres végétales.

Le candidat joindra dans son offre, la copie de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site retenu, si celui-ci relève de la réglementation ICPE.

Le candidat expliquera comment il pense assurer la traçabilité des terres de remplacement et leur qualité physico-chimique (bulletins d'analyses par lot de terres) (sous critère A3).

Le titulaire évaluera les coefficients de tassement des terres végétales.

L'ADEME se réserve le droit de réaliser des contrôles et analyses inopinés des terres livrées afin de vérifier leur conformité avec les critères présentés. Pour le contrôle, l'échantillonnage des terres se fera contractuellement en présence du prestataire. Les critères ci-dessus exposés seront utilisés comme valeur de référence. En cas de non respect et d'incompatibilité manifeste, les terres apportées seront enlevées et de nouvelles seront mises en place, aux frais de l'entreprise titulaire. Le titulaire supportera l'ensemble des coûts liés à cette opération (excavation, reprise, livraison, mise en place, etc.).

La fourniture et le transport des terres de remplacement seront inclus dans le marché passé entre l'ADEME et l'entreprise titulaire. La contractualisation sur la fourniture et le transport portera sur un "montant maximum prévisionnel" établi à partir des "bordereaux des prix" et des "quantités estimées" remis avec l'offre.

2.8.2. Proximité du site d'approvisionnement de terres

Le candidat devra apporter une attention particulière à l'application du principe de proximité en indiquant la distance en km parcourue pour la livraison des terres (sous critère A3).

2.8.3. Chargement transport et livraison des terres végétales

Le candidat présentera dans son offre les caractéristiques du matériel de transport et de chargement qu'il envisage de mettre en œuvre pour la réalisation de la prestation (sous critère A4).

Afin d'éviter les risques de contamination croisée, le matériel qui sera utilisé pour le transport et le chargement des terres polluées sera différent de celui qui sera utilisé pour les terres de remplacement (sous critère A4).

L'entreprise titulaire devra mettre en œuvre les moyens de contrôle des chargements partant de son site d'approvisionnement de terres. Tous les chargements seront pesés, **les candidats devront préciser les dispositifs qu'ils comptent mettre en place pour cela, sur le site d'approvisionnement (sous critère A4).** Un bon de pesée sera établi pour chaque chargement. Le remplissage et la signature de ces documents sont à la charge de l'entreprise.

Un bon de livraison signé entre les deux parties (prestataire et propriétaire) sera remis lors de chaque intervention. Comme le bon de pesée, il sera à la charge de l'entreprise.

Le candidat précisera quel est le niveau de réglementation européenne respectée par les camions qui seront utilisés (de EURO-1 à EURO VI). Dans le cas où les chauffeurs ont suivi une formation à la conduite rationnelle (www.energeco.org), le candidat le mentionnera (sous critère A4).

Afin d'éviter les risques de contamination croisées, les livraisons de terres végétales de remplacement sur la parcelle faisant l'objet des travaux pourront débuter uniquement lorsque l'ensemble des terres polluées du terrain auront été évacuées. Les candidats devront préciser les dispositifs qu'ils comptent mettre en place pour cela (sous critère A4).

Une fois les terres livrées, le titulaire s'engage à nettoyer les terrains publics et privés et les voies de circulation qui pourraient avoir été salis (dépôt de terre, etc.) lors de l'intervention. Le titulaire s'engage également à nettoyer les voiries en cours d'intervention afin d'éviter tout risque d'accident, et plus particulièrement en période humide. Il s'engage à réparer tout dommage que son intervention pourrait avoir causé.

Le candidat présentera dans son offre la méthodologie et les moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour remettre en état les terrains selon les différentes modalités d'accès (sous critère A4).

2.9. Mise en place des terres de remplacement

L'opération consiste à remblayer/mettre en place sur une hauteur maximale de 50 cm et sur la totalité de la surface du terrain (excepté dans certains cas au droit des futures fondations ou aménagements), les terres saines de remplacement selon les pratiques usuelles dans le domaine de l'aménagement paysagé.

Selon les modalités d'accès de la parcelle, les terres de remplacement pourront être déposées sur une zone de stockage temporaire prévu à cet effet ou déposer directement au niveau de la zone à remblayer selon l'accessibilité des terrains (cf 2.4).

Le candidat précisera si la méthodologie qu'il envisage de mettre en œuvre impliquera la mise en place d'une aire de stockage temporaire des terres végétales de remplacement (sous critère A4).

Afin d'éviter les risques de contamination croisées, la reprise et mise en place des terres végétales de remplacement sur la parcelle sera réalisée soit avec du matériel différent (benne, pelle, godet) de celui utilisé pour manipuler les terres polluées ou soit avec le même matériel utilisé pour manipuler les terres polluées qui aura été préalablement, impérativement et soigneusement nettoyés (sous critère A4).

Dans le cas où le remblaiement porte sur la totalité de la surface de la parcelle, la quantité de terre (tonnage non compacté) de remplacement livrée sera très proche de la quantité de terres polluées envoyée en centre de stockage/traitement. Dans ce cadre, un écart de 5 % maximal entre la quantité de terres végétales de remplacement et les quantités totales de terres polluées acheminées en installation de stockage/traitement sera toléré. Tout dépassement des tonnages de plus de 5% entre terres excavées transportées et terres d'apport sera justifiée par le titulaire. L'absence de justification ou les justifications non adaptées impliquera la prise en charge financière des tonnages supplémentaires par le titulaire. Dans ce cadre, le titulaire évaluera les coefficients de foisonnement et de tassement des terres excavées et des terres d'apport.

Les terres d'apport seront compactées de façon à résorber leur foisonnement. La côte finale de remblaiement sera identique à celle de départ avant le décaissement. Les candidats préciseront la façon dont ils assureront ce contrôle (sous critère A4).

Comme pour les opérations d'excavation, l'accessibilité peut varier selon les terrains (cf 2.4). Le titulaire vérifiera donc par lui-même les possibilités d'accès des terrains à remblayer. Il fera son affaire de ces modalités (engins, camions adaptés, etc.) ainsi que des aménagements éventuellement nécessaires à mettre en place.

Le titulaire s'assurera notamment que le matériel qu'il envisage d'utiliser en cas de reprise des terres végétales de remplacement depuis leur lieu de stockage jusqu'à leur mise en place, sera adapté à la parcelle à remblayer et en mesure d'accéder aux zones de travaux.

Pour les différentes conditions d'accès présentées ci-dessus, le candidat décrira dans son offre la méthodologie qu'il envisage de mettre en œuvre afin de garantir la réalisation des objectifs définis en 2.1. Il fournira les fiches techniques des engins de chantier envisagés (sous critère A4).

Le candidat présentera dans sa proposition les mesures qu'il envisage de mettre en œuvre pour limiter les nuisances (envol de poussières, bruit...) susceptibles d'être générées par les opérations de remblaiement (sous critère A4).

Certaines données concernant les prestations antérieures ont montré des différences de tonnage entre terres excavées et transportées (pesée camion en filière) et terres de remplacement (pesée camion). Le candidat explicitera et quantifiera les incertitudes prévisibles sur ces différences de tonnages (liés notamment au compactage) et expliquera sa méthodologie de suivi des tonnages et comparaisons de ces derniers (sous critère A4).

Une fois le terrain remblayé, le titulaire s'engage à nettoyer les terrains publics et privés et les voies de circulation qui pourraient avoir été salis (dépôt de terre, poussières, etc.) lors de l'intervention. Il s'engage à réparer tout dommage que son intervention pourrait avoir causé.

Le candidat précisera également dans son offre, le délai de réalisation des opérations pour le remblaiement d'une parcelle et pour une quantité de 500 tonnes de terres de remplacement, selon les 3 conditions d'accès présentées ci-dessus (sous critère A4).

2.10. Repli du chantier et remise en état des lieux

En fin de travaux, les lieux ayant servi aux installations de chantier, devront être remis en état. Les aménagements et moyens prévus pour la remise en état des lieux seront à la charge du titulaire (repli du chantier, nettoyage des zones ...).

Il est rappelé qu'un état des lieux sera réalisé par un huissier, après la remise en état du site qui sera organisé et à la charge de l'ADEME.

Rappel : En cas de dégradations dues aux activités du titulaire, les frais de remise en état lui incomberont.

La réception des travaux se fera de la façon suivante :

- dans le cadre d'une vérification sur site de la réalisation des opérations réalisées, à l'issue d'une visite d'inspection des lieux qui intégrera des critères visuels (respect altimétrie initiale, absence de zone avec terres polluées encore en place, nettoyage des zones d'accès,...) et la signature d'un PV de réception des travaux
- à la réception définitive par l'ADEME du rapport final (cf ci-dessous)

2.11. Moyens humains et organisationnels

Le titulaire proposera une équipe compétente et formée en cohérence avec les spécificités du site et de l'intervention.

En cours de prestation, toute modification concernant du personnel doit être argumentée, justifiée et validée auprès de l'ADEME.

Le candidat présentera dans son offre les moyens humains et organisationnel qu'il envisage de mettre en œuvre pour la réalisation de la prestation 'organigramme général, les noms des

personnes, l'affectation des tâches, la définition des missions et responsabilités, l'effectif prévisionnel, la qualification, le rôle des intervenant) (sous critère B1).

3. CONDITIONS D'INTERVENTION

3.1. Suivi de l'intervention

Pour chaque opération, l'entreprise titulaire tiendra à jour sur le chantier les documents suivants :

- son plan de prévention,
- la fiche de suivi RSE des deux actions prioritaires pour ce chantier,
- tous les journaux de chantier avec leurs annexes
- tous les documents venant en complément des informations consignées (résultats d'analyses, procès-verbaux, ...).

Le candidat précisera dans son offre les moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour cette prestation (sous critère A5).

3.2. Réunions de chantier et compte-rendu

Des **réunions de chantier** réuniront régulièrement l'ADEME, le titulaire et éventuellement ses sous-traitants. Elles permettront de suivre l'avancement des opérations sur le chantier. Le titulaire a une obligation de présence à ces réunions.

Il est prévu de programmer des réunions de chantier de manière hebdomadaire pendant la durée des chantiers.

Une réunion de démarrage et de fin des chantiers seront également organisées.

Le titulaire rédigera et transmettra à l'ADEME **le compte rendu des réunions** de chantier de manière à acter les principales décisions prises au cours de la réunion et à minima les informations suivantes :

- le point sur les documents administratifs et contractuels de chantier (plan de prévention, ordres de service, ...),
- l'état d'avancement du chantier par zone avec photos en incluant le cas échéant les faits marquants, les remarques sécurités, ,
- le point sur le planning global du chantier et sur le planning de la semaine suivante
- le point sur le bilan financier à la date de la réunion.

Le compte-rendu sera envoyé à l'ADEME au plus tard 2 jours ouvrés après la réunion de chantier.

Le candidat précisera dans son offre les moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour cette prestation (sous critère A5).

3.3. Fiche journalière

Le titulaire remplira et transmettra quotidiennement par courriel à l'ADEME, une synthèse journalière qui comportera (à minima) les informations suivantes :

- les noms et qualifications des salariés de l'entreprise et des sous-traitants affectés aux différentes tâches,
- Les noms des visiteurs sur le chantier,
- les horaires de travail,
- les travaux exécutés, leur nature, leur localisation, avec photos,
- les faits marquants de la journée avec photos (incidents, arrêts de chantier avec leur durée et leur cause, les défauts d'approvisionnement...),
- les contrôles effectués (contrôle ADR des expéditions, contrôle de la conformité électrique des installations...),
- les thèmes des briefing sécurité effectués,
- les quantités de terres polluées excavées
- les quantités de terres polluées évacuées,

- les quantités de terres végétales de remplacement livrées
- les quantités de terres végétales de remplacement mises en place
- les travaux prévus du lendemain,
- les modifications de quantités
- « Registre de déchets expédiés »

⇒ En cas de retard de transmission de ce journal de chantier supérieure à 1 jour ouvré, le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard et par journal de chantier en retard (cf. projet de marché article 6).

L'objectif de la fiche journalière est d'identifier au plus tôt toute dérive éventuelle. Cette dérive peut concerner un dépassement

- de quantités
- et/ou un besoin de prestations nouvelles nécessaires à la bonne exécution du marché et non-prévues initialement au marché conclu entre le titulaire et l'ADEME.

En complément de la transmission de la fiche journalière, le titulaire s'engage à alerter l'agence, d'abord par appel téléphonique de la personne responsable du chantier puis via une confirmation par courriel de toute suspicion de dépassement de quantité et/ou de natures de terres polluées non prévues au marché.

⇒ Sans accord préalable écrit de la part de l'ADEME, aucun dépassement ne sera pris en charge financièrement par l'ADEME.

Le candidat précisera dans son offre les moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour cette prestation (sous critère A5).

3.4. Décompte financier hebdomadaire

D'autre part, l'entreprise titulaire établira un décompte financier hebdomadaire précis des dépenses engagées, qui sera transmis à l'ADEME soit en fin de semaine (vendredi soir), soit pour la réunion hebdomadaire à l'appréciation du chef de projet de l'ADEME. Ce décompte doit être en cohérence avec la fiche journalière et le registre des déchets évacués.

⇒ En cas de non-transmission de ce décompte financier hebdomadaire et en cas de retard de transmission de cette fiche supérieure à 1 jour ouvré, le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard et/ou non transmission (cf. projet de marché article 6).

Le candidat précisera dans son offre les moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour cette prestation (sous critère A5).

3.5. Rapports

Rapport opération

A l'issue de chaque opération, le prestataire remettra à l'ADEME un rapport d'intervention qui comprendra :

- Un descriptif technique de l'opération réalisée
- un journal des opérations décrivant des travaux avec un bilan récapitulatif quantitatif et qualitatif des opérations (quantités des terres, traçabilité...),
- un rapport photographique de l'opération avant, pendant et après les travaux
- le planning et/ou la date de réalisation des opérations,
- en annexe : le cas échéant, les documents de référence , les BSD liés à l'opération

Le délai de remise de ces éléments est fixé à 1 mois à l'issue de la fin des opérations.

Ces documents (rapports et annexes) seront communiqués à l'ADEME sur support informatique

L'entreprise titulaire établira en outre un suivi financier précis semestriel des dépenses engagées qu'elle transmettra à l'ADEME. Cette fiche semestrielle précisera pour chacune des opérations réalisées les quantités excavées et le tonnage de terres de remplacement livrées. Elle sera adressée à la personne responsable du suivi de l'exécution du marché pour l'ADEME, M. Bertrand GIRONDELOT/ M Christophe BOGAERT en version électronique par courriel.

Rapport final d'exécution

A l'issue de l'ensemble des opérations réalisées dans le cadre du marché, le prestataire remettra à l'ADEME un rapport final qui comprendra :

- un bilan récapitulatif quantitatif et qualitatif de toutes les opérations (quantités de terres, moyens mis en œuvre...),
- un rapport photographique pour chaque opération avant, pendant et après les travaux
- le planning de la réalisation des opérations,
- un plan de localisation précis au sein du PIG des différentes parcelles ayant fait l'objet des opérations
- en annexe : les documents contractuels et les "registres" avec l'ensemble des bons de pesée et de livraison, le registre des BSD

Le délai de remise du rapport est indiqué dans le projet marché à l'article 4. Tous les documents (rapports et annexes) seront communiqués à l'ADEME sous la forme informatique (fichiers WORD, EXCEL ou JPG pour Windows PC).

L'ADEME intervient en application d'un courrier ministériel. Dans ces conditions, les rapports rendus en application de ce courrier sont soumis aux dispositions de la loi du 17 juillet 1978, renforcée par la loi du 12 avril 2000, qui en organise la transmission éventuelle au public.

Dès lors, la rédaction de ces rapports doit allier rigueur des résultats et facilité de compréhension par des non-spécialistes.

Le candidat précisera dans son offre les moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour cette prestation (sous critère A5).

4. ANNEXES

ANNEXE 1 : DISPOSITIONS DE L'ARRETE PREFECTORAL PIG DU 07 OCTOBRE 2015

PIG METALEUROP NORD

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES

Z1 : CONCENTRATION SUPÉRIEURE À 1000 PPM DE PLOMB OU 20 PPM DE CADMIUM

**Z2 : CONCENTRATION EN PLOMB COMPRISE ENTRE 500 ET 1000 PPM
OU ENTRE 10 ET 20 PPM DE CADMIUM**

1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les autorisations d'occuper le sol relatives à des terrains ne justifiant pas la compatibilité au PIG seront refusées en application de l'article R 111-2 du Code de l'Urbanisme.

En application des dispositions de l'article R421-27 du Code de l'Urbanisme, les conseils municipaux des communes concernées instituent le permis de démolir sur l'ensemble des périmètres des zones Z1 et Z2.

Les matériaux de démolition et de décaissement (hors confinement sur place réalisé conformément aux dispositions du PIG) provenant de la zone doivent être stockés ou traités dans des sites ou installations aptes à les accueillir et dûment autorisés à cet effet au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

En Zone Z1

Sont interdits, tous les travaux, les constructions et installations non mentionnés à l'article 3.1

Cette interdiction concerne en particulier :


- la création de nouveaux établissements recevant des populations sensibles (ETS) tels que définis dans la circulaire du ministère chargé de l'environnement du 08/02/2007 ;
- la création de nouveaux établissements industriels et artisanaux dont l'activité concerne la production, la transformation, le stockage ou la distribution de denrées alimentaires ;
- la création de nouvelles habitations hors :
 - « dents creuses » : terrains nus ayant une façade à rue et immédiatement encadrés par deux zones bâties distantes l'une de l'autre de moins de 60m,
 - « densification urbaine » : construction en fond de parcelles, démolition-reconstruction ou changement de destination.

Les deux notions développées ci-dessus (dents creuses et densification urbaine) ne s'entendent que pour les parcelles localisées dans la zone constructible (U et AU) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 19 avril 2013.

En Zone Z2

Est interdite, l'implantation de nouveaux établissements recevant des populations sensibles (ETS) tels que définis dans la circulaire du ministère chargé de l'environnement du 08/02/2007.

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 2015-257 du 07 octobre 2015

Pour la Préfète,
Le Chef de Bureau Délégué,

Franck BERTHEZ

1

3.1- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITION

Sous réserve du respect des prescriptions présentées au titre 3.2 du présent règlement, sont autorisés :

En Zone Z1

- l'extension des habitations existantes ;
- la création de nouvelles habitations dans les zones de :
 - « dents creuses » : terrains nus ayant une façade à rue et immédiatement encadrés par deux zones bâties distantes l'une de l'autre de moins de 60m ;
 - « densification urbaine » : construction en fond de parcelles, démolition-reconstruction ou changement de destination ;Les deux notions développées ci-dessus (dents creuses et densification urbaine) ne s'entendent que pour les parcelles localisées dans la zone constructible (U et AU) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 19 avril 2013.
- l'implantation ou l'extension d'établissements recevant du public (ERP) à l'exception des établissements recevant des populations sensibles (ETS) ;
- l'extension des établissements recevant des populations sensibles (ETS) tels que définis dans la circulaire du ministère chargé de l'environnement du 08/02/2007, sous réserve d'appliquer des mesures de gestion sanitaires équivalentes aux établissements existants faisant l'objet de l'extension ;
- l'implantation ou l'extension d'établissements industriels, artisanaux dont l'activité ne concerne pas la production, la transformation ou le stockage de denrées alimentaires ;
- les constructions, extensions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics ;
- les exhaussements de sols avec des matériaux non pollués.

En Zone Z2

- l'extension d'établissements recevant des populations sensibles (ETS) tels que définis dans la circulaire du ministère chargé de l'environnement du 08/02/2007, sous réserve d'appliquer des mesures de gestion sanitaires équivalentes aux établissements existants faisant l'objet de l'extension ;
- les occupations de sols non mentionnées à l'article 2.

3.2- REGLES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS OU AMENAGEMENTS

3.2.1 - Procédures de demande d'autorisation d'occupation du sol

1ère étape (optionnelle): détermination du niveau de pollution des sols

Le niveau de pollution des sols spécifique à la zone à aménager se détermine en se basant :

- soit sur le niveau de pollution mentionné dans le Projet d'Intérêt Général dans la cartographie en annexe
- soit sur la réalisation d'une étude de détermination du niveau de pollution des sols spécifique, selon la méthodologie des circulaires du 08/02/2007 afin de déterminer le niveau exact de pollution de la parcelle concernée.

Si une étude de détermination du niveau de pollution des sols spécifique est réalisée, ses conclusions une fois validées techniquement par les services instructeurs l'emportent sur les dispositions du PIG, hormis les interdictions reprises à l'article 2 du présent PIG.

En particulier si aucun résultat ne fait apparaître une teneur en plomb supérieure à 200 ppm ni une teneur en cadmium supérieure à 4 ppm, aucun traitement de la zone n'est à effectuer. Les terres éventuellement décapées suite à l'aménagement de la zone (creusement de fondations, tranchées...) seront considérées comme des terres saines.

Dans le cas contraire, la zone à aménager doit être soumise à un traitement préalable, détaillé au point 3.2.2, excepté pour les parcelles dont les propriétaires ont réalisé, depuis l'entrée en vigueur du premier PIG (20 janvier 1999), dans le respect des dispositions du règlement PIG en vigueur à la date des travaux, le traitement, sous réserve de fournir les justificatifs l'attestant.

Les informations sur les prélèvements réalisés (localisation, méthode, laboratoire), les analyses effectuées, les résultats obtenus et tous les justificatifs devront être joints au dossier de demande d'autorisation d'occupation du sol. La DREAL sera consultée par le service instructeur de la demande d'urbanisme afin d'émettre un avis sur la pertinence des données proposées.

Le porteur de projet doit toujours être en état de justifier des analyses effectuées et des résultats obtenus.

2ème étape : Constitution du dossier préalable aux demandes d'autorisations d'occupation des sols.

Sur proposition du porteur de projet, en fonction de la concentration en plomb ou cadmium, de la topographie du terrain, de l'usage qui doit être fait de la zone, plusieurs types de traitements des sols sont envisageables. Plusieurs d'entre eux peuvent être réalisés simultanément sur la même zone à aménager. Le traitement préalable pourra être soit un décapage et/ou confinement complet de la zone (Cf. article 3.2.2), soit être effectué en accord avec la démarche nationale de traitement des sites et sols pollués édictée par les circulaires du 08/02/2007 du ministère chargé de l'environnement (Cf. article 3.2.5).

Les modalités de traitement et tous les justificatifs utiles sur les modalités de gestion du risque sanitaire et les conditions de travaux (études, analyses...) devront être joints au dossier de demande d'autorisation d'occupation du sol. La DREAL sera consultée par le service instructeur de la demande d'urbanisme afin d'émettre un avis sur la pertinence des données proposées.

Dans l'hypothèse où un plan de gestion propre au projet serait réalisé, une attestation par un bureau certifié dans le domaine des sites et sols pollués, devra garantir la réalisation de l'étude préalable définissant les mesures de gestion de la pollution par rapport à l'usage projeté. Le maître d'ouvrage devra attester de la bonne prise en compte des recommandations proposées par le bureau certifié.

Le dossier de demande d'autorisation d'occupation du sol doit indiquer :

- les moyens retenus pour le traitement des matériaux et des sols (nettoyage, confinement, décapage, autres ...) ;
- les mesures prises pour éviter tous envols de poussières, durant les travaux, à l'extérieur de la zone traitée ;
- les mesures prises en vue d'assurer la protection des salariés intervenant sur le site. En particulier, tout intervenant doit faire l'objet d'une information et d'une formation adaptée sur les dangers et les risques encourus.

La DREAL sera consultée afin d'émettre un avis sur la pertinence des données proposées.

Dans le cas où la demande d'autorisation concerne plus d'une habitation, l'ARS sera aussi consultée.

Par ailleurs :

- des protections individuelles adaptées doivent être systématiquement utilisées pour les travailleurs qui le nécessitent ;
- des procédures d'intervention doivent être décrites par des personnels compétents ;
- le cas échéant, en cas d'exposition de longue durée, une surveillance médicale spécifique doit être organisée dans le cadre de la Médecine du Travail ;
- la prise en charge des cas d'intoxication aiguë doit être prévue.

3.2.2 – Traitement des sols

En cas de décapage des sols :

La profondeur de décapage retenue :

- devra être égale à 50 cm, sauf pour les sols à usage agricole ne présentant pas d'indices d'apports de matériaux extérieurs, sols pour lesquels la profondeur pourra être limitée à 30 cm ; en cas de

- constat d'indices d'apports extérieurs, la profondeur sera de 50 cm ;
- pourra être inférieure aux profondeurs ci-dessus, sur proposition du porteur de projet, mais dans ce cas une vérification des concentrations résiduelles devra être effectuée sur la zone concernée après décapage. La méthodologie sera la même que pour l'étude de sols initiale décrite ci-dessus. Aucune valeur relevée ne devra dépasser 200 ppm de plomb ni 4 ppm de cadmium, sinon un nouveau décapage sera nécessaire, jusqu'à ce que les concentrations ci-dessus soient atteintes.

En tout état de cause, le décapage des sols devra être mené avec toute la rigueur nécessaire, notamment en prenant toutes les précautions nécessaires pour limiter la dispersion des poussières des sols dans l'environnement.

Pour les secteurs décapés où la fourniture de terres de remplacement non polluées est nécessaire (pelouses...), celle-ci est effectuée par le porteur de projet qui s'assure de l'origine des terres et de leur non contamination.

En cas de confinement des sols pollués sur la parcelle

Le confinement sur la parcelle concerne :

- les terres déjà en place, et qui n'ont pas vocation à être déplacées,
- les terres de la parcelle, qui ont été décapées à un endroit, et utilisées à un autre endroit de la même parcelle afin de procéder à du remblaiement.

Le confinement ayant pour but d'éviter tout réenvel de poussières, il peut s'effectuer :

- soit par apport de 50 cm de terres non polluées
- soit par une couverture verte pérenne installée sur une hauteur suffisante de terres non polluées d'épaisseur au moins égale à 20 cm
- soit par installation d'une couverture suffisante artificielle telle que dalle ou enrobés.

En tout état de cause il y aura lieu de poser un grillage avertisseur et de mettre en place des servitudes sur le terrain confiné concerné, comportant notamment l'interdiction de plantation d'arbres fruitiers et autres espèces disposant d'un système racinaire profond.

Dans tous les autres cas, les matériaux de démolition et de décaissement provenant de la zone doivent être stockés ou traités dans des sites ou installations aptes à les accueillir et dûment autorisés à cet effet au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

3.2.3 – Terres de décapage ou de décaissement

A défaut de réutilisation sur place, les terres décapées ou décaissées devront être analysées afin de déterminer dans quelle(s) catégorie(s) d'installation de stockage de déchets celles-ci pourront être acceptées ou réutilisées en technique routière ou dans des projets d'aménagement conformément au guide national de réutilisation de terres excavées du ministère chargé de l'environnement. Dans le cas de la réutilisation des terres polluées, un bordereau de suivi des terres réutilisables (BSTR) devra être établi par le producteur de ces terres.

3.2.4 – Traçabilité et mémoire des opérations effectuées

En cas de décapage, le porteur doit permettre une traçabilité des terres de décapage, quels que soient leurs volumes et leur(s) destination(s). En cas de confinement, il doit permettre de conserver une mémoire des opérations effectuées, afin de prévenir tous travaux ultérieurs sur la zone qui risqueraient d'endommager le confinement, et d'assurer l'information des propriétaires successifs.

3.2.5 – Réalisation d'un plan de gestion spécifique à la zone à aménager

Dans le cas d'un aménagement de zone, un plan de gestion spécifique et une analyse des risques résiduels

seront menés en fonction des usages futurs du site. Ce plan de gestion et l'analyse des risques résiduels seront basés sur les dispositions de la circulaire du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués - Modalité de gestion et de réaménagement des sites pollués.

Ces études devront être réalisées par un bureau certifié NF X31-620-1, NF X31-620-2, NF X31-620-3 et NF X31-620-4.

Le niveau de pollution des sols spécifique à la zone à aménager se détermine en se basant soit

- sur le niveau de pollution mentionné dans le Projet d'Intérêt Général,
- par la réalisation d'une étude de sols spécifique, selon la méthodologie des circulaires du 08/02/2007 afin de déterminer le niveau exact de pollution de la parcelle concernée, pour toutes les autres zones.

Ces dispositions ne concernent pas un projet porté par un particulier.

4 – DEMOLITION DES BATIMENTS EXISTANTS

- a) Les matériaux de démolition et d'affouillement relevant d'une réglementation spécifique (amiante...) doivent être traités en accord avec cette réglementation. En particulier, si un stockage en centre d'enfouissement technique autorisé au titre de la réglementation Installations Classées pour la Protection de l'Environnement s'avère nécessaire, les matériaux concernés doivent faire l'objet d'une procédure de traçabilité et doivent être conditionnés de façon à éviter la dissémination des polluants lors de leur transfert.
- b) Les matériaux de démolition et d'affouillement, hors réglementation spécifique (amiante...), doivent être traités de la manière suivante : la méthode à privilégier est le nettoyage systématique des matériaux, dans des conditions adaptées, de manière à obtenir deux types de matériaux secondaires :
- les matériaux propres, qui peuvent alors être dirigés vers des filières existantes de valorisation ;
 - des boues de nettoyage, qui doivent être évacuées dans des filières de traitement spécialisées en fonction de leur composition.
- A défaut de nettoyage, c'est l'ensemble des matériaux qui doivent être dirigés vers des filières de traitement adaptées, sans possibilité de valorisation directe.
- c) Les terres de décaissement, de fondations notamment, liées aux démolitions sont traitées comme indiqué ci-dessus au 3.2.3.

ANNEXE 2 : ARRETE PREFECTORAL DU 23 06 2022 PROROGEANT L'AP PIG DU 07 10 15

VU les arrêtés préfectoraux des 6 octobre 2008, 5 octobre 2011, 17 octobre 2014 et 17 avril 2015 reconduisant le projet d'intérêt général relatif à la protection de la zone située autour de l'ancienne usine METALEUROP NORD ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2015 qualifiant de projet d'intérêt général (PIG) le nouveau projet de protection de la zone située autour de l'ancienne usine METALEUROP NORD ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de renouveler l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2015 qualifiant de projet d'intérêt général (PIG) le nouveau projet de protection de la zone située autour de l'ancienne usine METALEUROP NORD ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

L'arrêté préfectoral du 7 octobre 2015 qualifiant de projet d'intérêt général (PIG) le nouveau projet de protection de la zone située autour de l'ancienne usine METALEUROP NORD est renouvelé.
L'arrêté préfectoral est caduc à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la notification au président du SIVOM des communes de Courcelles-les-Lens, Dourges, Evin-Malmaison, Leforest et Noyelles-Godault

ARTICLE 2 : PUBLICITE

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies de Courcelles-les-Lens, Evin-Malmaison et Noyelles-Godault, Dourges et Leforest ; aux sièges du SIVOM des communes de Courcelles-les-Lens, Dourges, Evin-Malmaison, Leforest et Noyelles-Godault et du syndicat mixte du SCOT des agglomérations de Lens-Liévin et Hénin-Carvin de façon visible ; ainsi qu'aux endroits accoutumés pendant une durée d'un mois, par les soins des Maires des communes concernées et des Présidents du SIVOM et du syndicat mixte du SCOT. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage qui sera transmis en Préfecture du Pas-de-Calais.

Une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de Courcelles-les-Lens, Evin-Malmaison, Noyelles-Godault, Dourges et Leforest ; ainsi qu'aux sièges du SIVOM et du syndicat mixte du SCOT et pourra y être consultée.

Un avis informant le public de la reconduction de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2015 sera inséré, par les soins du Préfet, dans un journal diffusé dans le département du Pas-de-Calais.

Le présent arrêté sera également inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais.

ARTICLE 3 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille à l'adresse suivante 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62 039 Lille Cedex, dans les deux mois de la notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours-Citoyen » accessible par le site « Internet www.telerecours.fr ».

ARTICLE 4 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de Lens et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mesdames et Messieurs les Maires de Courcelles-les-Lens, Evin-Malmaison, Noyelles-Godault, Dourges et Leforest, à M. le Président du SIVOM des communes de Courcelles-les-Lens, Dourges, Evin-Malmaison, Leforest et Noyelles-Godault ainsi qu'à M. le Président du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale des agglomérations de Lens-Liévin et Hénin-Carvin.

Le Préfet



LOUIS LE FRANC

Copies adressées à :

- Sous-préfecture de Lens ;
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service risques) ;
- Agence Régionale de Santé ;
- Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Direction Régionale de l'Emploi du Travail et des solidarités ;
- Service Régional de la Navigation ;
- **Délégation régionale de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie** ;
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer (service urbanisme) ;
- Direction Départementale de la Protection des Populations ;
- Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des solidarités ;

Pour notification à :

- Mairie de Noyelles-Godault
- Mairie de Courcelles-les-Lens
- Mairie de Evin-Malmaison
- Mairie de Dourges
- Mairie de Leforest
- SIVOM des communes de Courcelles-les-Lens, Noyelles-Godault, Dourges, Evin-Malmaison et Leforest
- Syndicat Mixte du SCOT des agglomérations de Lens-Liévin et Hénin-Carvin

ANNEXE 3 : EXEMPLE DEPLAN DE PREVENTION



PLAN DE PREVENTION

F SFUSP 25

Edition	1	2	3	4	5	6	7
Date	12/12/2016	25/06/2018	24/10/2018				
RESPONSABLE : SERVICE FRICHES URBAINES ET SITES POLLUES							

Document à compléter et retourner signé à l'attention du chef de projets de l'ADEME
Document à présenter à tout moment au cours d'une intervention

Un plan de prévention ne se substitue pas à l'obligation du respect du code du travail par l'entreprise extérieure / sous-traitante pour la sécurité du personnel

Durée du chantier > 400 h : NON	Inspection commune préalable : OBLIGATOIRE
Travaux dangereux : OUI	Analyse des Risques : OBLIGATOIRE

Site : PIG METALEUROP
Adresse : Commune
Accès Dourges, Leforest, Noyelles Godault, Evin-Malmaison et Courcelles-Les-Lens (*plan en Annexe*)
Nature des travaux à réaliser par l'entreprise extérieure : Excavation/transports de terres polluées et fourniture et mise en place de terre de remplacement
Date prévue du début des travaux à réaliser par l'entreprise extérieure : Octobre 2024
Date prévue de fin des travaux à réaliser par l'entreprise extérieure : Décembre 2024
Risques spécifiques du chantier : Déplacement d'engins sur le chantier
Phases d'activité dangereuse : excavation des terres polluées

Commentaires / consignes spécifiques :
Prévoir les EPI et EPC adaptés, respect des recommandations du gouvernement permettant d'empêcher la propagation du COVID-19

Maître d'ouvrage / Entreprise utilisatrice :**ADEME**

Direction Villes et Territoires Durables
Service Friches Urbaines et Sites Pollués
20, avenue du Grésillé
BP 90406
49004 ANGERS Cedex 01

Chef de projets : Christophe BOGAERT et Bertrand GIRONDELOT

Tél : 06 30 06 50 67 / 06 76 44 71 11

Mail : christophe.bogaert@ademe.fr / bertrand.girondelot@ademe.fr

Nature et durée des travaux réalisés par le maître d'ouvrage / l'entreprise utilisatrice :
Excavation et mise en place de terre de remplacement sur des parcelles de particuliers sur la zone du PIG METALEUROP

Entreprise Extérieure :

Nombre d'entreprises pour l'opération :

Raison sociale :

Adresse :

Téléphone :

Nom et qualification du responsable sur le site :

Coordonnées du responsable sur le site :

Nom du ou des secouristes présents sur le chantier :

Effectif sur le site :

Noms et référence des éventuels sous-traitants, livreurs qui interviennent sur le site :
.....

Raison sociale :

Adresse :

Téléphone :

Nom et qualification du responsable sur le site :

Coordonnées du responsable sur le site :

Nom du ou des secouristes présents sur le chantier :

Effectif sur le site :

Noms et référence des éventuels sous-traitants, livreurs qui interviennent sur le site :
.....

ORGANISATION DES SECOURS**Conduite à tenir en cas d'accident :****Incendie**

- Attaquer le feu avec les moyens de première intervention (extincteurs, RIA)
- Alerter les services de secours : POMPIERS (18)
- Prévenir le personnel sur zone et votre interlocuteur ADEME

Blessé

- Eviter le sur accident en écartant ou supprimant le danger
- Ne pas déplacer la victime sauf cas de force majeur
- Contacter un sauveteur secouriste du travail
- Prévenir les services de secours : SAMU (15)
- Prévenir votre interlocuteur ADEME

Message d'alerte

- Préciser la nature du problème (incendie, blessé)
- Préciser les risques éventuels (incendie, explosion, effondrement, ...)
- Localiser précisément le lieu de l'accident (rue, bâtiment, commune, ville)
- Préciser le nombre de personnes concernées et l'état des victimes
- Préciser les premières mesures prises ou gestes effectués
- Attendre les instructions avant de raccrocher
- Accueillir les secours à l'entrée du site

Personnes à prévenir en cas d'accident : Christophe BOGAERT et Bertrand GIRONDELOT

Consignes générales de sécurité

- Interdiction de fumer sur le chantier
- Interdiction d'utiliser un téléphone portable dans les zones présentant un risque d'explosion
- Interdiction de se retrouver en situation de travailleur isolé
- Interdiction de boire et manger sur la zone de chantier

ANALYSE DES RISQUES : Cf. Annexe

MESURES PRISES POUR SECURISER LES TRAVAUX

:

- Balisage des zones d'intervention
- Port des EPI : casque, chaussures de sécurité, gilet haute visibilité, gants
- Instructions à donner aux salariés attention particulière aux gestes barrières et à la désinfection régulière des sanitaires et des vestiaires.
- Définir un point de rassemblement : entrée de la parcelle.
- Evacuation des déchets par l'entreprise productrice conformément à la réglementation

SIGNATURE DU PLAN DE PREVENTION

Les représentants des entreprises extérieures déclarent sur l'honneur, que les personnels qui seront affectés à la réalisation des travaux, ont reçu au préalable les instructions appropriées sur les risques liés à cette opération.

Nom et qualité	Nom et qualité	Nom et qualité	Nom et qualité
Signature	Signature	Signature	Signature

Analyse des risques

Entreprise Extérieure (EE) = / Entreprise Utilisatrice (EU) = ADEME		
Situation de travail	Facteurs de risques	Mesures de prévention
<input checked="" type="checkbox"/> Circulation (piétons) <input type="checkbox"/> Non concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Accès à la zone de travail <input type="checkbox"/> Zone à faible éclairage <input checked="" type="checkbox"/> Sol glissant, chaussée déformée	<input checked="" type="checkbox"/> Baliser les zones dangereuses <input checked="" type="checkbox"/> Port des EPI : chaussures de sécurité, baudrier haute visibilité <input checked="" type="checkbox"/> Rester dans la zone de travail définie <input type="checkbox"/> Plan du site
<input checked="" type="checkbox"/> Circulation (poids-lourds) <input type="checkbox"/> Circulation (véhicule léger) <input type="checkbox"/> Nacelle / grue <input type="checkbox"/> Non concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Déplacement de véhicules <input checked="" type="checkbox"/> Stationnement sur voie publique <input type="checkbox"/> Stationnement sur zone privative <input type="checkbox"/> Chute de charges	<input checked="" type="checkbox"/> Baliser les zones dangereuses <input checked="" type="checkbox"/> Port des EPI <input type="checkbox"/> Plan de circulation <input type="checkbox"/> Guider les manœuvres des véhicules
<input type="checkbox"/> Produits chimiques / dangereux <i>(préciser la famille ou la nature des produits)</i> <input type="checkbox"/> Non concerné	<input type="checkbox"/> Inhalation <input type="checkbox"/> Contact direct/indirect <input type="checkbox"/> Incendie / explosion <input type="checkbox"/> Manipulation et utilisation <input type="checkbox"/> Stockage	<input type="checkbox"/> Port des EPI : gants, masque ABEK ou APR <input type="checkbox"/> Identifier la zone d'intervention <input type="checkbox"/> Utiliser un détecteur de gaz adapté <input type="checkbox"/> Informer sur les risques liés aux produits <input type="checkbox"/> Interdiction de boire, manger, fumer
<input type="checkbox"/> Matériaux contenant de l'amiante <i>(préciser la nature des MCA)</i> <input checked="" type="checkbox"/> Non concerné	<input type="checkbox"/> Inhalation de fibres <input type="checkbox"/> Intervention sur MCA	<input type="checkbox"/> Port des EPI : gants, combinaison, APR de classe 3 <input type="checkbox"/> Fournir le repérage amiante / Informer sur les risques <input type="checkbox"/> Respecter les dispositions de la SS4/SS3 <input type="checkbox"/> Formation
<input type="checkbox"/> Rayonnements ionisants <i>(préciser la nature des sources radioactives)</i> <input checked="" type="checkbox"/> Non concerné	<input type="checkbox"/> Irradiation <input type="checkbox"/> Contamination	<input type="checkbox"/> Délimitation des zones de travail <input type="checkbox"/> Recours à du personnel formé <input type="checkbox"/> Dosimètre <input type="checkbox"/> Ecrans de protection <input type="checkbox"/> Port des EPI : gants, combinaison, APR <input type="checkbox"/> Interdiction de boire, manger, fumer

<input type="checkbox"/> Atmosphère poussiéreuse <input type="checkbox"/> Non concerné	<input type="checkbox"/> Inhalation prolongée <input type="checkbox"/> Explosion	<input type="checkbox"/> Eviter la formation de poussières <input type="checkbox"/> Port des EPI : lunettes, masque ou APR de classes 1, 2 ou 3 <input type="checkbox"/> Interdiction de fumer
<input checked="" type="checkbox"/> Réseaux <input type="checkbox"/> Non concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Lignes aériennes <input checked="" type="checkbox"/> Réseaux enterrés	<input checked="" type="checkbox"/> DT/DICT <input type="checkbox"/> Formation AIPR <input checked="" type="checkbox"/> Repérage des réseaux <input type="checkbox"/> Avant-trou
<input type="checkbox"/> Agent biologique <input checked="" type="checkbox"/> Non concerné	<input type="checkbox"/> Infection <input type="checkbox"/> Contact direct / indirect	<input type="checkbox"/> Port des EPI : combinaison, gants, masque <input type="checkbox"/> Installations sanitaires <input type="checkbox"/> Interdiction de boire, manger, fumer
<input type="checkbox"/> Incendie / explosion <input checked="" type="checkbox"/> Non concerné	<input type="checkbox"/> Etincelles / points chauds <input type="checkbox"/> Produits inflammables / explosibles <input type="checkbox"/> Mélange de produits incompatibles	<input type="checkbox"/> Connaître et respecter le plan de prévention (consignes incendie, points de rassemblement) <input type="checkbox"/> Interdiction de fumer <input type="checkbox"/> Se munir d'extincteurs <input type="checkbox"/> Utilisation d'outils ATEX
<input type="checkbox"/> Espace confiné <input checked="" type="checkbox"/> Non concerné	<input type="checkbox"/> Asphyxie <input type="checkbox"/> Intoxication <input type="checkbox"/> Explosion / incendie <input type="checkbox"/> Chutes	<input type="checkbox"/> Identification des zones à risques <input type="checkbox"/> Pas de travailleur isolé <input type="checkbox"/> Un surveillant à l'extérieur de l'espace confiné <input type="checkbox"/> Explosimètre / détecteur de gaz <input type="checkbox"/> Port des EPI
<input type="checkbox"/> Chute de hauteur <input type="checkbox"/> Chute d'objets <input checked="" type="checkbox"/> Chute de plain-pied <input type="checkbox"/> Non concerné	<input type="checkbox"/> Travaux superposés <input type="checkbox"/> Stockage en hauteur <input type="checkbox"/> Manipulation de pièces / outils <input checked="" type="checkbox"/> Sol glissant / Présence de racines	<input type="checkbox"/> Balisage des zones à risques <input checked="" type="checkbox"/> Port des EPI : chaussures de sécurité, casque

<input checked="" type="checkbox"/> Source électrique <input type="checkbox"/> Non concerné	<input type="checkbox"/> Fils électriques à nus <input type="checkbox"/> Lignes aériennes <input type="checkbox"/> Travaux électriques	<input type="checkbox"/> Consigner les installations <input type="checkbox"/> Personnel habilité <input type="checkbox"/> Eloignement de la source électrique
<input type="checkbox"/> Travaux par points chauds <input checked="" type="checkbox"/> Non concerné	<input type="checkbox"/> Proximité de produits dangereux <input type="checkbox"/> Proximité de produits inflammables <input type="checkbox"/> Etincelles <input type="checkbox"/> Court-circuit <input type="checkbox"/> Soudure <input type="checkbox"/> Oxygène	<input type="checkbox"/> Permis de feu <input type="checkbox"/> Connaître et respecter le plan de prévention (consignes incendie, points de rassemblement) <input type="checkbox"/> Interdiction de fumer <input type="checkbox"/> Se munir d'extincteurs
<input type="checkbox"/> Bruit <input checked="" type="checkbox"/> Non concerné	<input type="checkbox"/> Engins / outils / matériels	<input type="checkbox"/> Réduction du bruit à la source <input type="checkbox"/> Port des EPI : bouchons d'oreilles, casque
<input checked="" type="checkbox"/> Manutention manuelle <input type="checkbox"/> Non concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Charge trop élevée <input type="checkbox"/> Déséquilibre de la charge <input type="checkbox"/> Manipulation à distance	<input checked="" type="checkbox"/> Equipements mécaniques <input checked="" type="checkbox"/> Port des EPI : gants, casque <input checked="" type="checkbox"/> Formation gestes et postures
<input type="checkbox"/> Autres		

Plans, croquis, DT, RAT, diagnostic structure, ... : plan à fournir avant chaque chantier